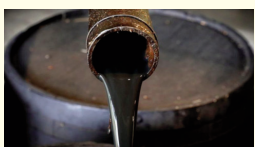


● PÉTROLE

**Le Brent frôle
les 92 dollars**



(P4)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● ZIGHOUD YUCEF

Chef de la Wilaya II, stratège politico-militaire et architecte du 20 août 1955

(Pages 8 et 9)

JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

**Le Président de la République appelle la génération
actuelle à demeurer fidèle au message des moudjahidine
et des martyrs pour faire rayonner le pays**

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, hier, la génération actuelle à demeurer fidèle au message des moudjahidine et des martyrs et à s'inspirer de leurs immenses sacrifices pour poursuivre les efforts visant à faire rayonner le pays et à réaliser les aspirations de la brave génération de Novembre. Dans un message adressé à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, commémorant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1955-1956), le président de la République a appelé la génération actuelle à "demeurer fidèle au message des aïeux" et à "s'inspirer de leurs immenses sacrifices pour poursuivre les efforts visant à faire rayonner le pays et à réaliser les aspirations de la brave génération de Novembre".

(Lire en Page 5)

● LES OFFENSIVES DU NORD-CONSTANTINOIS
ET LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM

**Un remarquable
savoir-faire militaire
et politique**



● CNAN EL DJAZAIR

**L'Algérie tisse
ses routes maritimes
vers l'Afrique
de l'Ouest**

(P3)

● PALESTINE OCCUPÉE

**Neuf martyrs
et 15 blessés dans
des bombardements
sionistes sur Gaza**

(P12)

Une association palestinienne appelle à une action internationale face aux préparatifs d'exécutions en Israël



Le président de la Société des prisonniers palestiniens, Abdullah al-Zaghari, a appelé mercredi à une « action internationale effective » après des informations faisant état de l'aménagement par Israël d'une aile destinée aux détenus palestiniens condamnés à mort, comprenant une salle réservée aux exécutions. Israël détient environ 9 400 Palestiniens, dont 94 femmes, plus de 350 enfants, 3 244 personnes placées en détention administrative et 1 320 autres qualifiées de « combattants illégaux », selon des données palestiniennes.

Interrogé par Anadolu, Abdullah al-Zaghari a affirmé que cette initiative témoignait de la « détermination persistante du système d'occupation israélien » à transformer les incitations et les textes adoptés en mesures concrètes visant à exécuter des détenus palestiniens.

Il a estimé que les préparatifs destinés à appliquer cette loi « raciste » constituaient un « crime contre l'humanité » et s'inscrivaient dans une volonté d'utiliser les détenus palestiniens comme « monnaie d'échange politique ».

Abdullah al-Zaghari a également tenu la communauté internationale pour responsable de la poursuite de ces pratiques, estimant que son « silence » avait permis à Israël de maintenir ses mesures répressives.

Le bureau du ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, figure de l'extrême droite, a indiqué mardi que la première aile destinée aux détenus palestiniens condamnés à mort était en cours d'aménagement et qu'elle comprendrait une salle spéciale pour les exécutions, selon la chaîne privée israélienne Channel 24.

D'après la chaîne, Israël avait appliqué la peine de mort en 1962 lors de l'exécution du responsable nazi Adolf Eichmann.

Israël a été créé en 1948 sur des terres saisies par des milices sionistes armées, qui ont commis des massacres et déplacé au moins 750 000 Palestiniens. Il a ensuite occupé le reste des territoires palestiniens et refuse de s'en retirer ainsi que de permettre l'établissement d'un État palestinien, comme le prévoient des résolutions des Nations unies.

Indonésie : près de 60 000 personnes déplacées par des secousses récurrentes



Le nombre de personnes déplacées en Indonésie a atteint près de 60 000 en raison des secousses récurrentes qui ont suivi un puissant séisme de magnitude 7,7 ayant frappé le pays durant le week-end, a indiqué mercredi un responsable à Anadolu. « Le nombre de personnes déplacées a atteint 59 647, principalement en raison des répliques » depuis le séisme de samedi, a déclaré Berton Panjaitan, responsable du centre de communication de l'Agence nationale indonésienne de gestion des catastrophes, dans un communiqué écrit. Le pays d'Asie du Sud-Est, qui compte près de 287 millions d'habitants, a été frappé par le séisme dans la province des Petites îles de la Sonde orientales, où se trouve notamment la destination touristique prisée de Labuan Bajo, provoquant d'importants dégâts. Selon Panjaitan, 3 002 répliques ont été enregistrées depuis samedi. Le bilan des victimes de la catastrophe s'est alourdi à 71 morts, tandis que 898 personnes ont été blessées, a-t-il indiqué, ajoutant que de l'aide était acheminée vers les zones touchées. Près de 12 000 structures ont également été endommagées par le puissant séisme.

Le Liberia accueillera jusqu'à 1 200 personnes transférées des États-Unis

Le Liberia a annoncé son intention d'accueillir jusqu'à 1 200 ressortissants de pays tiers qui seront transférés des États-Unis au cours des douze prochains mois, dans le cadre d'un accord avec Washington, a indiqué mardi le gouvernement libérien.

Le premier groupe, composé de 20 personnes, doit arriver jeudi 20 août au Liberia, selon un communiqué du ministère libérien de l'Information. Ces personnes sont des ressortissants de pays africains et de pays de l'hémisphère occidentale, précise le gouvernement, qui indique qu'elles doivent être médicalement autorisées à voyager. Le Liberia précise que certaines des personnes transférées pourront demander l'asile dans le pays. Elles resteront également libres de quitter le territoire si elles le souhaitent, selon le communiqué.

Les autorités libériennes affirment par ailleurs que les personnes transférées ne sont pas des criminels et ne feront l'objet d'aucune poursuite au Liberia. Elles doivent être accueillies comme des « invités » et bénéficier du soutien nécessaire pour assurer leur sécurité et, le cas échéant, demander une protection dans le pays.

L'arrangement repose sur un échange de notes entre les gouvernements américain et libérien daté des 4 et 10 septembre 2025, selon Monrovia. Le gouvernement libérien dit avoir préparé leur accueil à l'aéroport international Roberts ainsi que les conditions de leur séjour.

Le ministre libérien de l'Information, Jerolinmek Piah, a indiqué que les personnes concernées seraient transférées au cours d'une période d'un an. Le ministre de la Justice, Natu Oswald Tweh, a précisé que les autorités avaient examiné la liste des personnes avant leur arrivée. Selon lui, la plupart d'entre elles ont commis des violations ou infractions liées à l'immigration, rapporte l'Associated Press.

Le Liberia assure ne pas avoir demandé ni reçu de compensation ou de récompense en échange de son accord. Il précise toutefois qu'il bénéficiera d'un soutien américain pour gérer le programme et renforcer plus largement son système migratoire.

L'accord intervient dans le cadre de la politique de l'administration du président Donald Trump visant notamment à transférer vers des pays tiers des personnes que les États-Unis ne peuvent pas renvoyer directement vers leur pays d'origine.

Plusieurs accords de ce type ont été conclus avec des pays situés notamment en Afrique. Ces transferts sont particulièrement sensibles lorsque les personnes concernées bénéficient de protections juridiques empêchant leur renvoi vers leur pays d'origine en raison de risques pour leur sécurité.

Des associations de défense des migrants dénoncent ces arrangements, estimant qu'ils peuvent exposer des personnes à des risques dans des pays avec lesquels elles n'ont parfois aucun lien.

Le département d'État américain n'a pas commenté les détails de l'accord avec le Liberia. Un responsable américain a indiqué que les États-Unis ne commentaient pas, de manière générale, le contenu de leurs communications diplomatiques privées avec d'autres gouvernements.

Le gouvernement libérien présente pour sa part l'arrangement comme une initiative « humanitaire », invoquant sa longue tradition d'accueil de personnes fuyant les persécutions, les guerres et les crises politiques. Le premier groupe de 20 personnes doit arriver au Liberia jeudi, avant la mise en œuvre progressive de l'accord portant sur jusqu'à 1 200 personnes au cours des douze prochains mois.

Canicule en France : 1 243 décès de plus qu'attendu entre le 3 et le 22 juillet

Le ministère de la Santé a annoncé mercredi, lors d'un point presse, que Santé publique France avait recensé 1 243 décès de plus qu'attendu entre le 3 et le 22 juillet, période marquée par un épisode caniculaire dans 78 départements. Cette première estimation, fondée sur les certificats de décès reçus jusqu'au 18 août, porte sur la mortalité toutes causes confondues. Le nombre de décès directement imputables à la chaleur n'est donc pas encore connu.

La surmortalité concerne toutes les catégories d'âge, particulièrement les plus de 45 ans. Plus des trois quarts des décès excessifs ont touché les personnes âgées de plus de 75 ans. Le ministère a également signalé une hausse marquée des décès à domicile. Moins intense que l'épisode de juin, la canicule de juillet a toutefois été « remarquable par sa durée et son étendue territoriale », a déclaré Sébastien Denys, directeur santé-environnement-travail à Santé publique France.

Le bilan des décès attribuables à la chaleur sera établi après la période estivale, aux alentours de septembre ou octobre. Entre le 17 juin et le 2 juillet, Santé publique France avait estimé à 5 764 le nombre de décès en excès.

Centrafrique : 30 corps extraits après l'effondrement d'une mine d'or

Au moins 30 corps ont été extraits d'une mine d'or qui s'est effondrée mardi dans l'ouest de la République centrafricaine, à proximité de la frontière avec le Cameroun, ont rapporté mercredi des médias locaux citant le porte-parole du gouvernement centrafricain, Évariste Ngamane. « Il a fallu plusieurs heures aux secouristes et aux habitants pour récupérer 30 corps dans la mine effondrée », a déclaré le porte-parole, présentant ses condoléances aux familles des victimes a indiqué la Radio Capitale FM. Selon lui, plusieurs mineurs blessés ont été pris en charge et les opérations de secours se poursuivent afin de retrouver d'éventuelles personnes encore piégées sous terre. L'accident s'est produit mardi 18 août vers 15H00, dans le village de Zamboyé, situé dans la zone frontalière entre la Centrafrique et le Cameroun, à quelques dizaines de kilomètres de Garoua-Boulaï. Le porte-parole du gouvernement a assuré que les autorités « œuvrent sans relâche pour apporter secours et assistance » aux personnes touchées. L'accident s'est produit vers 15 heures (heure locale), selon des témoins et des sources locales. Les opérations de secours se poursuivaient mardi soir afin de retrouver d'éventuelles victimes encore piégées sous les décombres. La presse internationale, citant des autorités locales et des habitants, a également rapporté qu'une mine d'or située dans la région d'Abba, dans la préfecture de Nana-Mambéré, en RCA, s'était effondrée mardi matin, faisant au moins 30 morts et piégeant de nombreux autres mineurs. Des sources locales citées par Africa Radio ont, pour leur part, évoqué une quarantaine de morts, tandis que d'autres estimations faisaient état d'un bilan pouvant atteindre une centaine de victimes. Des images diffusées sur les réseaux sociaux montrent une partie du terrain d'exploitation aurifère s'effondrant et ensevelissant plusieurs mineurs.

La zone de Zamboyé, où travaillent de nombreux orpailleurs artisanaux, se trouve dans une région frontalière marquée par une importante activité d'exploitation minière artisanale.

CNAN EL DJAZAIR

L'Algérie tisse ses routes maritimes vers l'Afrique de l'Ouest

L'Algérie confirme progressivement son rôle de plaque tournante du transport maritime interafricain. Longtemps concentrée sur ses échanges avec l'Europe et le bassin méditerranéen, la politique maritime nationale s'ouvre désormais davantage vers le Sud, en phase avec la volonté politique de diversifier les partenariats économiques et d'ancrer l'Algérie dans la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine.

Dans cette stratégie, le transport maritime apparaît comme un levier essentiel. Il permet de réduire les coûts logistiques, de désenclaver certaines régions et d'offrir une alternative fiable aux routes terrestres parfois difficiles. L'enjeu est double : faciliter l'accès des produits algériens aux marchés ouest-africains et, dans le sens inverse, attirer les importations africaines pour nourrir l'industrie et la consommation nationale. C'est dans cette logique que l'État mise sur ses opérateurs publics pour tisser un réseau de liaisons régulières, stables et compétitives.

Acteur central de cette offensive, la compagnie CNAN EL DJAZAIR, filiale du Groupe public de transport maritime «GATMA», multiplie les initiatives pour renforcer la présence du pavillon algérien sur les côtes africaines. Elle vient d'annoncer le déploiement d'une ligne maritime régulière reliant trois capitales économiques de l'Afrique de l'Ouest : Nouakchott et Nouadhibou en Mauritanie, et Dakar au Sénégal. Avec un départ prévu tous les 30 jours, cette liaison vise à créer une connexion directe, prévisible et sécurisée entre les ports algériens et ceux de la façade atlantique.

Selon un communiqué de la compagnie, cette nouvelle route maritime « contribue au développement des échanges commerciaux de l'Algérie et au renforcement des connexions avec les marchés africains ». Au-delà du symbole, il s'agit d'un outil concret pour exporter les produits algériens — matériaux de construction, produits agroalimentaires, biens d'équipement — et pour importer des intrants et des marchandises en provenance de la sous-région.

Pour soutenir cette ambition, CNAN EL DJAZAIR s'appuie sur une flotte de 9 navires battant pavillon algérien, composée de 2 porte-conteneurs et de sept navires de transport de marchan-

dises générales. Cette capacité permet d'assurer une rotation régulière et d'offrir aux exportateurs algériens une visibilité indispensable pour conquérir de nouveaux débouchés.

En posant les jalons d'un réseau maritime interafricain, l'Algérie ne se contente pas de transporter des marchandises. Elle construit des ponts commerciaux, réduit la dépendance aux transitaires étrangers et affirme sa volonté de jouer pleinement son rôle de pays charnière entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne.

L'ALGÉRIE OCCUPE UNE POSITION MARITIME STRATÉGIQUE POUR CONCRÉTISER LES OBJECTIFS DE LA ZLECAF

L'Algérie occupe une position stratégique pouvant lui permettre de contribuer à la concrétisation des objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), à travers la connectivité du continent et le développement logistique régional, tout en garantissant la réduction des coûts de transport, notamment maritimes, souligne des experts et des professionnels du secteur maritime. Ces experts s'exprimaient lors de la 3e édition de la Conférence sur l'économie maritime, organisée par le World Trade Center Algiers (WTCA) et le cabinet Global Trade Support (GTS), sous le thème "L'économie maritime au service de l'intégration africaine : connectivité, investissements et gouvernance durable pour la réussite de la ZLECAF".

Dans ce contexte, le directeur général du WTCA, Ahmed Tibaoi, a rappelé que "l'Algérie, avec près de 1.600 km de façade maritime, occupe une position stratégique entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne, ce qui constitue un atout majeur pour contribuer à la connectivité du continent, au développement logistique régional et à la réduction des coûts d'échanges intra-africains".

M. Tibaoi a mis en avant, dans ce sens, les efforts de l'Algérie ces dernières années pour le développement de ses infrastructures logistiques et maritimes, notamment à travers la modernisation des grands ports, ainsi que la création de zones logistiques connectées aux corridors routiers et ferroviaires, dont plusieurs orientés vers les pays du Sahel.

L'Algérie a également mis en place des facilitations des échanges grâce à la digitalisation progressive des procédures portuaires et douanières, lui permettant, a-t-il poursuivi, d'aspirer à devenir "un pont maritime et logistique entre l'Europe et l'Afrique".

Dans le même esprit, l'expert et ancien DG de Serport, Abdelkrim Rezal, a assuré que "l'Algérie a relevé le défi, dans le cadre de la Zlecaf, de construire des infrastructures logistiques multimodales intégrées, résilientes et durables, afin de favoriser l'intégration africaine

et d'accompagner les politiques de diversification de l'économie et de promotion des exportations".

Ces projets engagés vont réduire, a-t-il fait savoir, les coûts logistiques des échanges commerciaux de "20 % à 10%" et permettraient en l'Algérie de se positionner comme un "acteur logistique de premier ordre".

M. Rezal a rappelé que l'Algérie a entrepris une stratégie de modernisation de sa flotte de navires en vue de couvrir 25 % du trafic global, à travers l'acquisition de porte-conteneurs pour le transport maritime à courte distance (short sea shipping/feeder) et pour la navigation hauturière (deep sea), de navires vraquiers pour le transport du ciment, du clinker et des céréales, de navires rouliers pour le transport de produits frais, ainsi que de navires rouliers à passagers.

Le même intervenant a présenté les potentialités actuelles de l'Algérie dans le domaine maritime, avec une flotte sous pavillon national composée de 34 navires marchands d'un âge moyen d'environ 11 ans.

Pour sa part, le directeur général de la compagnie Cnan Med, Noureddine Koudil, a mis en avant la place de l'Algérie en Afrique et qui bénéficie d'une position stratégique, lui permettant de devenir "un futur pôle logistique" et une zone naturelle de connectivité entre le continent, et les pays européens et de la Méditerranée.

"Le marché africain nous appelle et nous intéresse pour que nous soyons parmi les premiers acteurs du commerce interafricain. L'Algérie est également à l'avant-garde en matière de révolution numérique et de centres logistiques grâce à un réseau multimodal permettant l'écoulement rapide des produits", a-t-il soutenu.

FAIBLE PART DE L'AFRIQUE DANS LE MARCHÉ MARITIME MONDIAL

Lors de cette conférence, les intervenants ont souligné le rôle stratégique de l'économie maritime dans l'intégration régionale et le développement du commerce intra-africain, ainsi que la nécessité de mobiliser les investissements dans les infrastructures portuaires et de promouvoir des partenariats stratégiques dans la logistique, l'industrie navale et les services maritimes, afin de soutenir l'essor de compagnies africaines capables d'accompagner la croissance des échanges du continent. Dans ce cadre, Chidi Ileka, représentant du groupe de la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank), a indiqué que le secteur maritime est la "colonne vertébrale" du commerce africain : "Sans ports modernes, sans logistique efficace et sans intégration réglementaire, la Zlecaf ne pourra pas atteindre son plein potentiel".

La Zlecaf représente, selon lui, un marché unique à fort potentiel de 1,3 milliard de personnes et



plus de 3.500 milliards de dollars de PIB. Elle vise à accroître le commerce intra-africain, qui reste limité à seulement 16 % (contre 60 % en Europe) et à stimuler la croissance du flux de marchandises.

Evoquant les enjeux du secteur maritime africain, il a précisé que l'Afrique ne possède que 1 % de la flotte commerciale mondiale et dépend largement de navires étrangers, ce qui renchérit les coûts logistiques (jusqu'à +50% par rapport à la moyenne mondiale), fragilise les chaînes d'approvisionnement et

limite la compétitivité des exportateurs africains. Parmi les défis, il a cité la congestion portuaire, les capacités insuffisantes, le manque de main-d'œuvre qualifiée, la faible digitalisation et les divergences réglementaires entre les pays africains.

Ce secteur nécessite, a-t-il souligné, des investissements annuels estimés à 14,2 milliards de dollars pour moderniser les infrastructures existantes, assurant que le trafic portuaire pourrait augmenter de 40% sous l'effet de la Zlecaf.

Hamza B.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Renforcement des capacités de stockage des céréales

La sécurité alimentaire reste une priorité nationale. Dans cette perspective, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OaIC) poursuit la modernisation de la chaîne céréalière, de la collecte au stockage en passant par la mise à disposition des semences. Pour limiter les pertes après récolte, garantir la disponibilité du blé et des légumineuses et sécuriser le lancement de la prochaine campagne agricole.

Dans une déclaration à l'APS, Mohamed Sadaoui, chargé de l'information auprès de l'OaIC, a annoncé que les centres de collecte des céréales resteront ouverts jusqu'au 30 septembre 2026 pour réceptionner les récoltes de la campagne 2025/2026. Cette prolongation répond à une réalité de terrain : certains agriculteurs conservent encore une partie de leur production au niveau des exploitations et ont besoin de délais supplémentaires pour acheminer leurs quantités vers les points de collecte. Cette mesure vise à éviter tout gaspillage et à maximiser les volumes réceptionnés par l'Office. Elle s'inscrit dans une logique de renforcement des capacités de stockage, maillon essentiel pour préserver la qualité du grain et assurer une régulation efficace du marché. Les silos et magasins de l'OaIC jouent ici un rôle stratégique : ils permettent de lisser les approvisionnements tout au long de l'année, de réduire la dépendance aux importations et de stabiliser les prix.

M. Sadaoui a rappelé dans le même temps une obligation réglementaire importante. L'ensemble des agriculteurs ayant bénéficié d'une forme de soutien de l'État durant la saison agricole sont tenus de livrer la totalité de leur production à l'OaIC, conformément aux dispositions de la loi. Ce principe garantit la traçabilité des volumes et permet à l'Office de disposer d'une visibilité réelle sur les stocks nationaux. Parallèlement à la clôture de la campagne moisson-battage, l'OaIC lance déjà les préparatifs de la campagne labours-semailles 2026/2027. L'Office invite les agriculteurs souhaitant cultiver des céréales et des légumineuses à se rapprocher rapidement des Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) et de leurs unions. L'enjeu est de déposer tôt les demandes en semences et en intrants agricoles afin d'organiser la distribution et de fixer les rendez-vous de livraison. Anticiper permet d'éviter les embouteillages de dernière minute et d'assurer un démarrage harmonieux des travaux des champs.

Pour accompagner les producteurs, le crédit « Rafik » reste mobilisable. Les agriculteurs souhaitant financer leurs besoins en semences et intrants sont appelés à déposer leurs dossiers auprès des guichets uniques avant le 30 septembre 2026. Ce délai laisse à la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) le temps nécessaire pour examiner les demandes et y répondre avant le début des labours. La préparation de la nouvelle campagne commence en réalité dès la réception des récoltes. Une partie des quantités collectées est constituée de semences produites par des multiplicateurs sous contrat avec l'OaIC. Dès leur admission dans les magasins de stockage, ces semences subissent des opérations d'épuration, de criblage et de traitement. Elles sont ensuite conditionnées pour être mises à disposition avant le démarrage de la saison agricole.

Selon M. Sadaoui, les quantités nécessaires de semences pour la campagne 2026/2027 seront disponibles dans toutes les wilayas du pays, quel que soit le volume de la demande. Cette assurance repose sur un travail de planification mené en amont et sur le renforcement des infrastructures de stockage et de traitement. Au-delà des chiffres, le message est celui de la continuité. Prolonger la collecte, sécuriser le stockage, préparer les semences et faciliter l'accès au financement : ces actions combinées visent à rendre la filière céréalière plus résiliente face aux aléas climatiques et aux fluctuations du marché international.

R.N.

PÉTROLE

Le Brent frôle les 92 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse hier, le prix du baril de Brent frôlant les 92 dollars, dans un marché qui suit de près l'évolution des tensions dans la région du Golfe et du Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 1,01% à 91,94 dollars en début d'échanges matinales.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 1% à 85,79 dollars. A compter du mois de septembre prochain, l'Algérie et six autres pays de l'Opep+ procéderont à une nouvelle hausse de leur production globale de l'ordre de 188.000 barils de pétrole par jour (b/j), tout en soulignant l'importance d'un suivi continu et attentif de l'évolution du marché

pétrolier international. Cette décision a été prise lors d'une réunion ministérielle, tenue par visioconférence le 2 août en cours, regroupant les sept pays de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés non membres) ayant appliqué des réductions volontaires de production, à savoir l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie. A l'issue de cette réunion, à laquelle a pris part le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, "les pays membres du groupe ont décidé de procéder à une hausse de leur production globale de 188.000 barils par jour en septembre, achevant ainsi le démantèlement progressif des ajustements volontaires de production mis en place en avril 2023", a indiqué le ministre des Hydrocarbures dans un communiqué. Le quota de l'Algérie augmentera ainsi de 6.000 barils par jour pour le même mois, pour le porter à 1,007 million de barils par jour. La réunion a été également l'occasion de réaffirmer "l'engagement des sept pays en faveur



d'une coordination étroite" et de souligner "l'importance d'un suivi continu et attentif de l'évolution du marché pétrolier international". M. Arkab a participé, par la suite, aux travaux de la 67e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) qui regroupe l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Irak, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela ainsi que le Kazakhstan et la Russie. Lors de cette réunion, les minis-

tres des pays membres ont procédé à l'évaluation du niveau de conformité des pays Opep+ à leurs engagements de réductions volontaires de production pour les mois de mai et juin 2026. A l'issue de cet examen, le Comité a salué les efforts soutenus des pays participants, tout en soulignant que "le respect strict et continu des décisions collectives demeure un facteur déterminant pour la préservation de la stabilité du marché pétrolier

international", selon le communiqué. Les deux réunions se sont tenues en présence du P-DG de Sonatrach, Nouredine Daoudi, et le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui. La prochaine réunion du groupe des sept est prévue le 6 septembre prochain, alors que la 68e réunion du JMMC se tiendra le 4 octobre prochain.

Hamza B.

DÉVELOPPEMENT DU BASSIN DE BERKINE PAR SONATRACH ET SES PARTENAIRES

Atteinte de la 5^{ème} étape pour le champ pétrolier de Menzel Ledjmet Nord



Le champ pétrolier et gazier de Menzel Ledjmet Nord, situé dans le bassin de Berkine, à l'Est, en Algérie, poursuit son développement avec une cinquième phase destinée à renforcer la récupération des hydrocarbures. Le projet de développement de la phase 5 du champ pétrolier et gazier de Menzel Ledjmet Nord (MLN), opéré dans le bassin de Berkine par Sonatrach et ses partenaires, se concentre sur l'optimisation des infrastructures de production et de récupération des ressources. Les cinq étapes se composent de l'unité GPL relative à la construction d'une nouvelle unité d'extraction et de récupération de

gaz de pétrole liquéfié ; puis l'étape du forage pétrolier avec les 12 nouveaux puits producteurs de pétrole ; l'injection d'eau consistant en le forage d'un puits d'injection d'eau et la mise en place des installations d'hydraulique associées. Puis vient l'étape du raccordement avec la connexion des nouveaux puits de forage aux réseaux et centres de traitement existants et enfin, l'étape de l'ingénierie et la conception consistant en l'attribution et l'exécution des études d'ingénierie de conception préliminaire (FEED) pour valider l'architecture industrielle du projet. Cette nouvelle étape prévoit notamment la préparation de nouvelles installations, dont une unité de récupé-

ration du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et une installation d'injection d'eau. Elle intervient alors que le gisement, déjà en production, fait l'objet d'un programme visant à prolonger son développement et à améliorer la valorisation de ses ressources. Dans ce contexte, un contrat d'études d'ingénierie de conception préliminaire (FEED) a été attribué pour cette cinquième phase du développement du champ. Selon MEED, média britannique spécialisé et référence professionnelle dans le suivi des secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, de la construction, des infrastructures et des grands projets, la société indonésienne Synergy Engineering a été provisoirement retenue pour réaliser ces études. Le projet est situé dans le bloc 405a, au sein duquel Sonatrach, Pertamina et Repsol sont partenaires, tandis que Pertamina assure l'exploitation du champ à travers sa filiale spécialisée dans les activités en amont. Le contrat porte sur la conception d'une unité de récupération du gaz de pétrole liquéfié ainsi que d'une installation d'injection d'eau. Le passage au FEED constitue une étape importante en amont de la réalisation d'un projet industriel. Cette phase permet de préciser les caractéristiques des futures installations, leur dimensionnement, leurs raccordements aux équipements existants, leurs besoins énergétiques ainsi que les systèmes de contrôle et de sécurité, avant le passage à l'in-

génierie détaillée puis à la construction. Dans le cas de Menzel Ledjmet Nord, ces études doivent ainsi définir les conditions techniques nécessaires à la mise en œuvre des deux installations prévues dans cette nouvelle phase. Sur le plan opérationnel, l'injection d'eau doit permettre de maintenir la pression du réservoir et, par conséquent, de soutenir la récupération du pétrole. De son côté, l'unité de GPL doit permettre de traiter et de valoriser davantage le gaz associé à la production, plutôt que de le brûler. La combinaison de ces deux installations répond ainsi à un même objectif : celui d'améliorer l'exploitation d'un champ déjà producteur et de tirer davantage parti des ressources disponibles. Il est bon de rappeler que cette nouvelle étape s'inscrit dans le prolongement du programme de développement défini en 2023, dans le cadre du partenariat entre Sonatrach, Pertamina et Repsol. Dans un communiqué publié en juin de cette année-là, Sonatrach avait annoncé la signature d'un nouveau contrat d'hydrocarbures portant sur le périmètre de Menzel Lejmat. Le programme prévoyait, le forage de 12 puits pétroliers et d'un puits d'injection d'eau, le raccordement de nouveaux puits aux installations existantes ainsi que la réalisation de travaux sismiques en 3D et de projets liés à la récupération assistée. À l'époque, Sonatrach avait évalué l'investissement global du

programme à environ 800 millions de dollars, pour un objectif de récupération estimé à près de 150 millions de barils équivalent pétrole. Ces chiffres, antérieurs à l'annonce du contrat FEED, proviennent d'une source officielle. Ils doivent donc être distingués du montant du seul contrat d'ingénierie attribué à Synergy Engineering et rapporté par MEED. Autrement dit, les 800 millions de dollars correspondent au programme global de développement annoncé en 2023 et non au coût des seules études préparatoires. Par ailleurs, le contrat d'hydrocarbures portant sur le périmètre est entré en vigueur le 7 janvier 2025 pour une durée de 25 ans. Dans le prolongement de ce partenariat, Sonatrach et Pertamina ont également signé, en décembre 2025, trois contrats de services portant sur l'enlèvement du pétrole brut, du condensat et du GPL produits sur le périmètre de Menzel Ledjmet. Ainsi, l'attribution du contrat FEED marque une avancée supplémentaire dans le développement du champ, sans signifier pour autant que les travaux de construction ont déjà commencé. Elle correspond à une phase de préparation technique destinée à préciser les futures installations, en vue de leur réalisation, dans le cadre d'un programme plus large visant à accroître la récupération des hydrocarbures et à mieux valoriser la production de Menzel Ledjmet Nord.

Saïd Ben

JOURNÉE NATIONALE DU MOUDJAHID

Le Président de la République appelle la génération actuelle à demeurer fidèle au message des moudjahidine et des martyrs pour faire rayonner le pays

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, hier, la génération actuelle à demeurer fidèle au message des moudjahidine et des martyrs et à s'inspirer de leurs immenses sacrifices pour poursuivre les efforts visant à faire rayonner le pays et à réaliser les aspirations de la brave génération de Novembre.

Dans un message adressé à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, commémorant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1955-1956), le président de la République a appelé la génération actuelle à "demeurer fidèle au message des aïeux" et à "s'inspirer de leurs immenses sacrifices pour poursuivre les efforts visant à faire ray-

onner le pays et à réaliser les aspirations de la brave génération de Novembre". "De telles étapes historiques décisives nous permettent de rappeler la symbolique du moudjahid et la place éminente qu'il occupe dans la mémoire de la Nation. C'est aussi l'occasion pour nous d'évoquer avec fierté le présent de l'Algérie victorieuse, un présent incarné par la préservation de la souveraineté nationale et la consolidation de l'édification d'un Etat fort, avec ses institutions, pouvant compter sur la conscience de sa jeunesse et la cohésion de son peuple, afin que le message des martyrs et des moudjahidine demeure vivant et qu'il continue à inspirer et à hisser notre pays vers les perspectives de grandeur, de prospérité et de leadership", a ajouté le président de la République. "Les enseignements

tirés de cette commémoration illustrent le génie ayant inspiré la glorieuse génération de Novembre afin qu'elle preserve la flamme de la Révolution dont elle a allumé l'étincelle, qu'elle accompagne les impératifs de développement, d'expansion et de déploiement dans le cadre des objectifs fixés par la Déclaration du 1er Novembre et qu'elle fasse face aux stratagèmes des autorités coloniales, lesquelles misaient sur l'illusion de conserver l'Algérie sous le joug de l'occupation et de maintenir leur emprise sur elle, usant de tous les moyens pour empêcher le peuple algérien d'accéder à la liberté et à l'indépendance", a poursuivi le président de la République.

"Si le 20 août 1955 incarne une stratégie d'affrontement de la soldatesque de l'ennemi sur le terrain,



le 20 août 1956 a, lui, marqué un tournant majeur en développant une stratégie multidimensionnelle qui a créé un nouveau rapport de force entre les parties engagées dans la bataille, aussi bien en termes de planification que d'organisation. Ce faisant, la Révolution de libération

nationale a profondément remis en question l'équation du système colonial traditionnel, non seulement en Algérie, mais aussi pour l'ensemble des peuples opprimés à travers le monde", a encore affirmé le président de la République.

Hamza B.

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE ET DES AYANTS-DROIT :

« Le Congrès de la Soummam, un "tournant majeur" dans l'histoire de la Révolution de libération »

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, a indiqué, mardi à Béjaïa, que le Congrès de la Soummam a marqué un "tournant majeur" dans l'histoire de la glorieuse Révolution de libération, ayant permis de "procéder à une évaluation et à une structuration des cadres de la Révolution".

Dans une allocution prononcée à l'ouverture du Colloque international sur le Congrès de la Soummam, intitulé "La culture de la résistance : entre histoire, mémoire et imaginaire", organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid commémorant le double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois et de

la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1955-1956), le ministre a précisé que le Congrès de la Soummam a marqué un "tournant majeur" dans l'histoire de la glorieuse Révolution de libération, ayant permis de "procéder à une évaluation et à une structuration des cadres de la Révolution". Cette étape historique a "ouvert des horizons plus larges à l'essor et au triomphe de la Révolution", donnant au processus de libération "un temps de réflexion et de restructuration, avant la mise en place de l'organisation ayant réuni les conditions qui ont permis de triompher du colonialisme et de recouvrer la souveraineté nationale", a ajouté M. Tacherift.

Ce double anniversaire de l'Offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1956) "con-

stitue dans notre mémoire nationale un chapitre lumineux de l'épopée nationale menée par les pionniers de Novembre sur la voie de la libération et de l'affranchissement de notre chère patrie du joug colonial", a-t-il poursuivi.

Concernant l'organisation de ce Colloque consacré au 70e anniversaire de la tenue du Congrès de la Soummam, M. Tacherift a souligné que le choix du thème de cette rencontre internationale revêt une grande importance, qui dépasse la dimension commémorative pour s'inscrire dans "une démarche d'analyse scientifique et d'ancrage académique de la culture du refus et du défi qui a façonné l'identité nationale".

La tenue de ce Colloque international s'inscrit dans le cadre de "l'attention constante et de l'intérêt particulier accordés par le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la question de la mémoire nationale dans notre Algérie victorieuse, une attention qui participe de la volonté politique de préserver la mémoire et de protéger les symboles nationaux", a-t-il expliqué.

Plusieurs professeurs et chercheurs issus d'universités nationales et étrangères participent à cette rencontre de trois jours, organisée en partenariat entre le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, la Direction générale des Archives nationales et la Commission nationale Histoire et Mémoire, avec le concours des services de la wilaya de Béjaïa.

R.N

LES OFFENSIVES DU NORD-CONSTANTINOIS ET LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Un remarquable savoir-faire militaire et politique

Les offensives du Nord-Constantinois, menées le 20 août 1955, et la tenue du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956, constituent deux étapes marquantes du parcours de la glorieuse Guerre de libération, révélant le remarquable savoir-faire militaire et politique des moudjahidine de l'Armée de libération nationale, ont souligné des chercheurs spécialisés dans l'histoire de la Guerre de libération.

Le chercheur en histoire du mouvement national et de la glorieuse Guerre de libération dans la wilaya de Mascara, Mokhtar Belkacem Hadjaïl, a indiqué à l'APS que "les offensives du Nord-Constantinois, qui ont eu lieu le 20 août 1955, ont constitué une réponse forte à la propagande coloniale qui tentait de minimiser la puissance et l'ampleur de la glorieuse Guerre de libération, notamment sur le plan militaire".

Il a ajouté que ces offensives ont mis en évidence le savoir-faire militaire dont faisaient preuve les moudjahidine de l'Armée de libération nationale (ALN), à l'image du chahid Zighoud Youcef, soulignant que "ces opérations ont démontré l'extension de l'activité armée de la glorieuse Guerre de libération à plusieurs régions du pays, ainsi que la capacité des moudjahidine à prendre le contrôle de lieux et de zones que l'armée coloniale française prétendait maîtriser et contrôler".

M. Hadjaïl a également souligné que la tenue du Congrès de la Soummam, le 20 août 1956, dans la région d'Ifri, dans la wilaya de Béjaïa, visait "à mettre en place des cadres et des structures pour organiser la glorieuse Guerre de libération, à travers la coordination des efforts entre les différentes régions du pays, la réorganisation des wilayas historiques de la Révolution en six wilayas, ainsi que l'organisation du fonctionnement des unités de l'Armée de libération nationale selon des procédures rigoureuses, à l'image de celles

appliquées dans une armée régulière, en plus de l'adoption de décisions ayant permis de renforcer l'efficacité de l'ALN". De son côté, le chercheur en histoire moderne et contemporaine de l'Algérie et en histoire de la glorieuse Guerre de libération, Khelfallah Zakaria, a indiqué à l'APS que les offensives du Nord-Constantinois, dirigées par le chahid héros Zighoud Youcef, ont eu un large écho tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

Sur le plan intérieur, elles ont contribué à renforcer l'adhésion du peuple algérien à la Révolution. Sur le plan extérieur, la cause algérienne a été internationalisée à l'Assemblée générale des Nations unies, après que le blocus médiatique que la France coloniale cherchait à imposer pour empêcher la voix de la cause algérienne de parvenir au monde eut été brisé, a précisé l'intervenant.

Il a également rappelé "que le Congrès de la Soummam constitue une étape importante et marquante dans l'histoire de la glorieuse Révolution de Novembre, au regard des résultats majeurs qui en ont découlé, notamment la réorganisation des structures de la Révolution, à l'instar de celles de l'Armée de libération nationale et de ses méthodes de fonctionnement, ainsi que l'élaboration d'une politique médiatique de la Révolution et d'une politique diplomatique et extérieure qui lui soit propre".

Pour sa part, le moudjahid et secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine, Ali Harrar (86 ans), a évoqué, dans son témoignage sur les offensives du Nord-Constantinois et la tenue du Congrès de la Soummam, certains des effets de ces deux événements sur l'action révolutionnaire dans la sixième région de la wilaya V historique, qui englobait alors des zones de l'actuelle wilaya de Mascara.

Il a expliqué "que les moudjahidine de la région avaient reçu de la direction de la

région des instructions visant à intensifier leurs opérations de guérilla et leurs actions militaires contre les forces d'occupation françaises, à la suite des victoires remportées lors des offensives du Nord-Constantinois", ce qui illustre la dimension nationale de l'événement.

Il a également indiqué que les unités de l'Armée de libération nationale de la sixième région de la wilaya V historique "avaient mis en œuvre les orientations du Congrès de la Soummam, portant notamment sur le renforcement de la coordination militaire et la réorganisation du travail des chefs des unités et de leurs adjoints", ce qui a contribué au succès de nombreuses opérations de guérilla et actions militaires contre les forces d'occupation françaises.

DOUBLE ANNIVERSAIRE DU 20 AOÛT... DEUX ÉTAPES PHARES DE MOBILISATION POPULAIRE ET D'ORGANISATION DE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

Le double anniversaire du 20 Août marque deux phases complémentaires de la lutte pour le recouvrement de la souveraineté nationale, à savoir les offensives du Nord-Constantinois qui ont consacré l'adhésion populaire massive au Front de libération nationale (FLN) et à l'Armée de libération nationale (ALN), et le Congrès de la Soummam qui a permis d'organiser, de structurer et d'encadrer l'action révolutionnaire, ont affirmé à l'APS des historiens.

A ce propos, l'enseignant d'histoire à l'Université de Médéa, Mouloud Grine, a souligné que les offensives du Nord-Constantinois (20 août 1955) étaient "un second souffle" pour la Révolution, après avoir concrétisé sur le terrain "la cohésion entre le peuple et le FLN et l'ALN, grâce au génie et à la capacité d'initiative dont a fait preuve le commandement de la Wilaya II historique, à

sa tête le chahid Zighoud Youcef". Selon l'enseignant Grine, la portée de ces opérations "ne se limite pas à leur dimension militaire, mais réside également dans leurs résultats politiques et stratégiques, ayant contribué à faire échouer le projet des autorités coloniales visant à isoler la Révolution et à encercler ses bastions, notamment les Aurès".

Le même intervenant a en outre souligné que ces offensives ont démontré aux autorités coloniales que la Révolution "n'était pas un mouvement isolé, mais bien un projet populaire et national reposant sur une large adhésion autour de l'objectif de recouvrement de la souveraineté nationale".

Dans le même sillage, ces offensives ont constitué "une étape importante pour faire entendre la voix de la Révolution algérienne sur la scène internationale", notamment au regard des actions diplomatiques qui les avaient accompagnées et de la participation de la délégation algérienne à la Conférence de Bandung en 1955, a-t-il ajouté.

Pour sa part, l'enseignant à l'Université d'Alger 2, Noureddine Essed, a indiqué que le Congrès de la Soummam (20 août 1956), tenu une année après les offensives du Nord-Constantinois, "n'était pas aussi un événement isolé ni une décision conjoncturelle, mais répondait à l'appel de la Révolution quant à la nécessité de passer de la phase d'initiative et de déploiement à celle de l'organisation et de la coordination", après le tournant qualitatif insufflé par les offensives du Nord-Constantinois dans le cours de la Révolution. Il a, en outre, précisé que le lien entre les deux événements "reflète une évolution graduée de la structure de la Révolution de libération qui avait prouvé sa capacité à mobiliser le peuple et à élargir le champ de confrontation, le Congrès de la Soummam venant ainsi répondre aux défis de l'organisation et du commandement".

Pour l'intervenant, le Congrès de la Soummam "a contribué

à asseoir des structures et des bases communes et à réorganiser le découpage géographique, en passant du système des zones à celui des six wilayas historiques", outre "la création du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), en tant qu'organe suprême de commandement, ainsi que du Comité de coordination et d'exécution chargé de mettre en œuvre les orientations et les décisions, parallèlement à l'unification des grades, des structures et des modes de commandement de l'ALN".

Dans ce sens, l'enseignant d'histoire à l'Université d'Alger 2, Mouloud Aouimer, a souligné que le rapprochement entre les deux événements montre que la Révolution algérienne ne s'est pas limitée à intensifier l'action militaire, mais s'est également employée, parallèlement, à l'organisation de ses institutions et de ses forces et à l'encadrement des différentes catégories de la population au sein d'organisations et de syndicats".

La portée symbolique de cet événement réside également dans le fait qu'il avait "démontré, en deux étapes successives, la capacité du commandement de la Révolution à conjuguer lutte armée et planification stratégique, le port des armes n'étant pas dissocié de la réflexion sur la façon de gérer la lutte et de relever les défis politiques, militaires et diplomatiques imposés par cette phase", a ajouté l'enseignant universitaire.

Il a souligné que les dirigeants de la Révolution "n'étaient pas seulement des combattants de terrain, mais également des stratèges qui ont conduit la lutte du peuple algérien vers son objectif à savoir le recouvrement de sa terre, à travers la mise en place d'un système structuré permettant de faire face à la montée des opérations militaires françaises, mais aussi de suivre la vague de décolonisation, l'évolution des rapports de force mondiaux et de les mettre à profit au service de la Révolution de libération".

R.N/APS

CAPITAL ARCHÉOLOGIQUE EXCEPTIONNEL EN ALGÉRIE

Djanet accueillera le Festival international de l'art rupestre

La wilaya de Djanet accueillera du 19 au 24 octobre, la première édition du Festival international de l'art rupestre, dédié au Tassili n'Ajjer, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Placée sous le haut patronage de la ministre Dr Malika Bendouda, cette manifestation culturelle, scientifique et artistique d'envergure vise principalement à mettre en lumière l'incalculable richesse du patrimoine rupestre national et à fédérer l'ensemble des initiatives dédiées à sa protection rigoureuse, son étude académique et sa valorisation durable, particulièrement à travers les vastes étendues des régions du Sud. Ce grand rendez-vous revêt une importance scientifique et patrimoniale de premier ordre, au regard du capital archéologique exceptionnel dont dispose l'Algérie, avec en parangon le prestigieux plateau du Tassili n'Ajjer, universellement reconnu comme l'un des plus importants sanctuaires d'art préhistorique au monde grâce à ses peintures et gravures rupestres documentant, sur plusieurs millénaires, les mutations environnementales ainsi que la vie sociale, économique, symbolique et spirituelle des sociétés humaines qui s'y sont succédé. La manifestation constituera également une opportunité privilégiée pour illustrer la haute diversité des expressions graphiques réparties sur l'ensemble du territoire national, notamment au sein des parcs culturels, confortant ainsi la place de l'Algérie en tant qu'espace de



référence pour la recherche internationale sur les différentes étapes de l'évolution de l'humanité, explique le ministère. Le programme de cette édition prévoit la tenue d'un colloque scientifique international consacré à l'étude et à la conservation de l'art rupestre, des expositions thématiques dévoilant la pluralité des styles et des périodes préhistoriques à l'échelle nationale, un forum de concertation réunissant les intervenants sectoriels chargés de la protection et de l'exploitation des sites, les Journées du film archéologique, ainsi qu'une résidence

artistique en plein air au profit des étudiants des instituts et écoles des Beaux-arts de la région de Djanet. La tenue de cette rencontre internationale à Djanet, porte du Tassili n'Ajjer, réitère l'engagement constant des pouvoirs publics à préserver l'héritage archéologique national, à conforter le leadership scientifique de l'Algérie dans les études préhistoriques et à transformer ce patrimoine d'exception en un vecteur pérenne de connaissance, de rayonnement culturel et de développement territorial durable, a conclu la même source.

L'OFFENSIVE DU NORD-CONSTANTINOIS

Thème d'une conférence historique à Guelma

Le Musée du Moudjahid de Guelma a abrité à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Moudjahid, une conférence historique consacrée à l'offensive du Nord-constantinois, menée le 20 août 1955. Les intervenants ont souligné, au cours de cette rencontre organisée en commémoration de cette offensive et de la tenue du Congrès du Soummam, que le génie des attaques du 20 août 1955, ainsi que la précision de leur planification et de leur exécution, ont fait de cette date un tournant décisif de la glorieuse Révolution. Le secrétaire général de l'association d'histoire et des monuments archéologiques de la wilaya de Guelma, Abdallah Bencheikh, professeur d'histoire, a rappelé au cours de son intervention lors de cette rencontre organisée sous le slogan "Sur les traces de leur lutte", le contexte temporel et spatial des attaques du Nord-constantinois, soulignant "le génie des dirigeants de la Révolution dans la planification de ces attaques d'envergure, la définition de leurs objectifs et la précision de leur exécution". Il a estimé, dans le même contexte, que le cadre temporel de cette offensive revêtait "une signification particulière, dans la mesure où les attaques ont été menées quelque dix

mois après le déclenchement de la glorieuse Révolution", ce qui avait permis, selon lui, de donner "un nouvel élan à la lutte armée". M. Bencheikh a ajouté que le fait d'avoir fixé le milieu de la journée (midi) pour lancer toutes les attaques contre les différentes cibles identifiées dans plusieurs villes et villages "revêtait, là aussi, une signification profonde quant à la force de la Révolution, contredisant toutes les allégations mensongères par lesquelles le colonisateur français tentait de dénigrer l'image de la lutte pour l'indépendance ainsi que celle des moudjahidine de l'Armée de libération nationale (ALN)". Le même intervenant a également souligné que le choix du mois d'août, qui coïncide avec la saison des moissons, "visait à porter un coup dur à l'économie de l'ennemi français et à

lui rappeler que les richesses agricoles qu'il exploitait sur un sol spolié, appartenaient de droit aux Algériens, non aux colons que la France avait fait venir en Algérie". De son côté, Faouzi Hassainia, cadre à la direction de la culture et des arts, et membre du Conseil scientifique du Musée du Moudjahid, a mis l'accent sur les objectifs de cette offensive, tels que fixés par les dirigeants de la Révolution, ainsi que sur les résultats obtenus, parmi lesquels la mise à mal du plan français visant à étouffer la lutte armée et le desserrement de l'étau sur la région des Aurès, tout en attirant l'attention de l'opinion publique internationale sur la cause algérienne. Ahmed Achouri, professeur et chercheur en histoire, a rappelé, quant à lui, que la wilaya de Guelma avait été le théâtre, ce jour-là, d'attaques menées

par les Moudjahidine de l'ALN contre des cibles militaires et des structures coloniales réparties sur 12 sites éparpillés dans une vaste zone géographique comprenant les régions de Roknia, Bouhemdane, Lataya, Hammam Debbagh, El Fedjoudj, Bouati-Mahmoud, Héliopolis, Ain Hessaïnia, Ain Reggada, Oued Zenati, Guelma et Ain Larbi. Il convient de noter que cette conférence, organisée dans le cadre d'une coordination entre le Musée du Moudjahid et une association touristique et culturelle locale, a donné lieu à une forte participation de la famille révolutionnaire, de citoyens, de professeurs d'université et d'acteurs de la société civile, ainsi que de représentants de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile.

SALON DES PRODUITS DU BÂTIMENT ET DE LA CÉRAMIQUE À BATNA

Tenue de cette manifestation commerciale du 19 au 22 Septembre

La wilaya de Batna abritera, du 19 au 22 septembre prochain, le Salon des produits du bâtiment et de la céramique, organisé par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya, indique mardi un communiqué du ministère. "Cet événement, placé sous le slogan +Qualité supérieure et perspectives d'exportation prometteuses+, vise à mettre en avant la qualité et la diver-

sité des produits nationaux dans le secteur du bâtiment et de la céramique, à faire connaître les capacités de production des entreprises algériennes, à renforcer l'orientation vers l'exportation, à promouvoir les produits nationaux et à ouvrir de nouvelles perspectives sur les marchés extérieurs", précise le communiqué. Dans ce cadre, le ministère invite les opérateurs économiques souhaitant participer à ce salon à s'inscrire via son site électronique.

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM

Coup d'envoi des travaux à Béjaïa

Le coup d'envoi des travaux du colloque international sur le Congrès de la Soummam, organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été donné mardi dans la wilaya de Béjaïa, à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid qui commémore à la fois les attaques du Nord-Constantinois et la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1955/1956). Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift, a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux du colloque, qui se tient sous le thème "La culture de la résistance, entre histoire, mémoire et imaginaire" à la salle de conférences Boualem-Saïdani du pôle universitaire Aboudaou de l'université Abderrahmane-Mira. Trois sessions sont programmées pour cet événement, consacrées aux thèmes "Les formes de résistance historique et la construction de l'identité", "Le Congrès de la Soummam et les fondements de la mémoire nationale" et "Littérature, mémoire et représentations de la résistance". Elles seront organisées dans la salle de conférences du siège de la wilaya. Sont également prévus au programme du colloque, deux ateliers consacrés aux "Traditions orales, patrimoine et transmission des souvenirs" et aux "Figures héroïques et représentations de la résistance". A cette occasion, M. Tacherift a également présidé l'inauguration d'une exposition intitulée "Le parcours historique de la résistance du peuple algérien à travers les archives : le Congrès de la Soummam comme modèle", organisée par la Direction générale des Archives nationales.

EMISSION D'UN TIMBRE-POSTE COMMÉMORANT CET ÉVÉNEMENT HISTORIQUE

Algérie poste a émis un timbre-poste commémoratif à l'occasion du 70e anniversaire du Congrès de la Soummam (20 août 1956), qui a été présenté à Béjaïa lors des travaux du colloque international intitulé "La culture de la résistance entre histoire, mémoire et imaginaire", organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, accompagné du secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El-Hachemi Assad, a présidé la cérémonie de dévoilement du timbre-poste commémorant le 70e anniversaire du Congrès de la Soummam. Algérie Poste va éditer 100.000 exemplaires du nouveau timbre, au prix de 50 DA l'unité, alors que la prévente sera lancée le 20 août au niveau des recettes principales, pendant une semaine, avant sa généralisation la semaine suivante à l'ensemble des bureaux de poste à travers le territoire national.

DANS L'AFFAIRE DE L'ANCIEN PRISONNIER SAHRAOUI ABDELMOULA EL HAFIDI

Le Maroc a violé la Convention contre la torture

Le Comité des Nations Unies contre la torture (CAT) a conclu que le Maroc spoliateur avait violé la Convention contre la torture dans l'affaire du défenseur sahraoui des droits humains et ancien prisonnier Abdelmoula El Hafidi, en raison des conditions de sa détention à la prison d'Aït Melloul, qui constituent un "traitement dégradant".



Cette conclusion figure dans une décision adoptée par le Comité le 24 avril 2026, lors de sa 84e session - rendue publique lundi - concernant la plainte déposée par El Hafidi, représenté par le Service international pour les droits de l'homme (ISHR).

La plainte portait sur ses conditions de détention ainsi que sur les violations auxquelles il a été soumis depuis son arrestation en 2016 dans la ville de Boujdour, au Sahara occidental occupé.

Le Comité a clairement confirmé que les conditions de détention d'El Hafidi à la prison d'Aït Melloul notamment la surpopulation, l'absence de fenêtres, de lumière et de ventilation naturelles, l'insuffisance du chauffage, ainsi que l'accès insuffisant à l'eau potable et aux installations sanitaires, constituaient un traitement dégradant, en violation de l'article 16 de la Convention contre la torture.

Le Comité a également conclu que le Maroc n'avait pas respecté ses obligations au titre de l'article 13 de la Convention.

El Hafidi avait été arrêté le 16 avril 2016 à Boujdour et condamné par la suite à dix ans d'emprisonnement dans le cadre d'une affaire liée à des manifestations sur un campus universitaire à Marrakech. Sa condamnation a été confirmée en appel en avril 2018, puis par la Cour de cassation en avril 2019. Il a purgé sa peine le 16 avril de cette année.

L'affaire El Hafidi s'inscrit dans un contexte que le Service international pour les droits de l'homme (ISHR) et la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines (LPPS) ont décrit, dans une déclaration commune, comme un "schéma plus

large de répression" visant les défenseurs sahraouis des droits humains en raison de leur activité pacifique en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Elles ont déclaré que la décision du Comité contre la torture "confirme la réalité quotidienne à laquelle sont confrontés les prisonniers sahraouis détenus en raison de leurs opinions et de leurs positions", soulignant que les conditions carcérales dégradantes, l'isolement et la privation de soins médicaux avaient été utilisés comme moyens de punition contre les défenseurs du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

En 2019, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire avait conclu, dans une décision, que la privation de

liberté d'El Hafidi était "arbitraire".

De son côté, la responsable du plaidoyer au sein du Service international pour les droits de l'homme Tess McEvoy, a déclaré que le ciblage des personnes tels qu'El Hafidi en raison de leur engagement pacifique en faveur de l'autodétermination "souligne la nécessité de garantir un accès sans restriction aux mécanismes de l'ONU et aux mécanismes africains des droits humains, ainsi que d'assurer la protection des défenseurs des droits humains au Sahara occidental".

Par ailleurs, Hassanna Abba, de la Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les prisons marocaines, a déclaré que cette décision met en évidence "une réalité quotidienne vécue par les prisonniers sahraouis détenus en raison de leurs opinions et de leurs positions".

"Depuis des années, nous documentons la manière dont les autorités marocaines utilisent les conditions carcérales dégradantes, l'isolement et la privation de soins médicaux comme des instruments de punition contre ceux qui osent élever leur voix pour défendre notre droit à l'autodétermination", a-t-elle ajouté. Des prisonniers politiques sahraouis sont détenus dans plusieurs prisons marocaines et purgent des peines injustes et sévères allant de 20 ans à la perpétuité, prononcées lors de procès dépourvus des garanties et normes d'un procès équitable, selon les ONG internationales de défense des droits humains comme Human Rights Watch et Amnesty International.

LES RICHESSES NATURELLES DU SAHARA OCCIDENTAL

Un élément clé du processus de décolonisation

Le conseiller du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M. Oubi Bouchraya Bachir, a affirmé à Boumerdès, que la question des richesses naturelles du Sahara occidental occupait une place centrale dans le processus de décolonisation. Lors de son intervention aux travaux de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de l'Etat sahraoui, qui se tiennent à l'université M'hamed Bouguara de Boumerdès, M. Oubi Bouchraya, a déclaré que le combat pour la préservation des richesses naturelles des territoires sahraouis constituait l'un des moyens les plus efficaces pour contrer les manœuvres de l'occupant. Selon lui, ce dernier, s'appuie en effet sur les revenus tirés de ces ressources pour étendre son influence et perpétuer son occupation.

Il a ajouté que, dans le contexte de la lutte nationale sahraouie, la question des richesses naturelles du Sahara occidental "dépassent aujourd'hui sa dimension économique et matérielle pour revêtir une importance juridique, politique et diplomatique majeure".

Le conseiller a rappelé que les dernières décennies avaient été marquées par "une exploitation et un pillage intensifs des ressources du Sahara occidental sans le consentement du peuple sahraoui", dans lesquels des partenaires étrangers de l'occupation marocaine se sont rendus complices du pillage de ces richesses en signant des accords avec l'occupant.

Ces pratiques ont suscité des critiques internationales et fait l'objet de décisions de justice, dont celle rendue par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

Il a également souligné que le processus de décolonisation du Sahara occidental doit inclure le recouvrement complet de la souveraineté nationale sur l'ensemble des richesses naturelles, y compris le phosphate pillé.

MAURITANIE

Formations pour l'autonomisation des jeunes dans l'agriculture

Le wali du Gorgol, M. Mohamed El Mokhtar Ould Abdi, a supervisé à l'École nationale de formation et de vulgarisation agricoles de Kaédi, des formations destinées aux jeunes du secteur agricole.

Ces formations sont organisées avec le soutien et le financement de la Délégation générale pour la solidarité nationale et la lutte contre l'exclusion (Taazour).

Dans son allocution, le wali a souligné que l'organisation de ces formations témoigne de l'attention portée par les plus hautes autorités du pays à la formation professionnelle, à l'autonomisation des jeunes et à l'encouragement des initiatives locales, considérées comme des piliers fondamentaux du développement durable et de la promotion de l'esprit d'autonomie.

Il a expliqué que cette approche s'inscrit dans la vision de développement du Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, que le gouvernement du Premier ministre, M. Moctar Ould Djay, s'efforce de mettre en œuvre. Cette vision place le peuple mauritanien, et notamment la jeunesse, au cœur du processus de développement et accorde une importance particulière au développement du capital humain, au renforcement des compétences et à l'adéquation de la formation aux besoins du marché du travail et des secteurs productifs. Le wali a souligné que la formation agricole revêt une importance particulière dans la région du Gorgol, compte tenu de ses abondantes ressources agricoles et humaines, et du rôle qu'elle peut jouer pour soutenir les efforts du pays en matière de souveraineté alimentaire. Il a ajouté que les priorités nationales sont axées

sur le développement et la modernisation de l'agriculture, ainsi que sur la formation de ressources humaines capables d'utiliser les technologies et les équipements modernes, contribuant ainsi à l'augmentation de la productivité et au renforcement de la sécurité alimentaire nationale. Le wali a insisté sur le fait que ces formations ne doivent pas être perçues comme une activité ponctuelle, mais comme un investissement dans le capital humain et dans l'avenir de la wilaya et du secteur agricole en général. Il a exhorté les participants à saisir cette opportunité, à tirer le meilleur parti de la formation et à transformer les connaissances et compétences acquises en initiatives concrètes et en projets productifs et générateurs de revenus.

Il a réaffirmé la volonté des autorités administratives régionales de soutenir les efforts visant à développer la formation agricole et professionnelle, ainsi que les initiatives contribuant à l'autonomisation économique et à la dynamisation de la production locale, conformément aux priorités nationales visant un développement équilibré bénéficiant à toutes les régions du pays, tout en tenant compte des spécificités et des ressources de chacune. Le wali a salué la coopération existante entre le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et la Délégation générale pour la Solidarité nationale et la Lutte contre l'exclusion (Taazour). Pour sa part, le directeur général de l'École nationale de formation et de vulgarisation agricoles de Kaédi, M. Sid El Kheir Ould Taleb Khyar, a souligné l'importance de ces formations, organisées par l'école et financées par la Délégation générale. Il a exhorté les participants à assister réguliè-

ment aux formations, à en tirer le meilleur parti et à mettre en pratique les connaissances et compétences acquises dans leur vie professionnelle. Le maire de Kaédi, M. Demba Ndiaye, a également salué l'organisation de ces formations, les qualifiant de pionnières. Il a loué l'action de la Taazour dans la wilaya, son soutien à la population et son engagement auprès de divers secteurs du développement.

الرمز: 5766
مكتب التوثيق للأستاذ طيبي عبد الرحمان

تجزئة بوجمعة تميم، الدارارية، الجزائر
إيجار على وجه التسيير الحر
بموجب عقد محرر بمكتبنا بتاريخ 2026/08/12
أجر السيد: نية سعيد على وجه التسيير الحر إلى السيد: زواني عبد الغاني، متجر بجميع عناصره المادية والمعنوية، خاص بنشاط: تجارة بالتجزئة لمنتجات الحليب والعسل، رمز النشاط: 501102، يقع بشارع أحمد بودر، رقم 06، بلدية باب الوادي ولاية الجزائر، لمدة خمس سنوات مغلقة ابتداءً من 2026/07/20، وذلك بمقابل إيجار شهري قدره (35000,00دج)

الموثق / للإعلان

TUNISIE:

L'épargne postale atteint un record de 12,352 milliards de dinars

Entre janvier et mai 2026, l'épargne postale (CEP) a enregistré une progression globale, concentrée essentiellement sur les deux premiers mois de la période. L'encours de l'épargne postale est passé de 12,032 milliards de dinars en janvier 2026 à 12,352 milliards de dinars en mai 2026. Il s'agit d'un record jamais atteint.

Durant les cinq premiers mois de l'année en cours, l'épargne postale était orientée à la hausse sur les cinq premiers mois de 2026, mais cette progression est entièrement acquise à la fin du mois de mars, avant une phase de stagnation en avril et mai. Entre janvier et mai 2026, l'épargne postale a ainsi augmenté de 320,431 millions de dinars, soit une hausse de 2,66 % par rapport à janvier.

A fin mai 2026, le volume d'épargne de La Poste Tunisienne s'est établi à 12,352 milliards de dinars, et ce, contre 10,956 milliards de dinars à fin mai 2025, soit une hausse d'environ 1,4 milliard de dinars (+12,7%).

Entre janvier et mai 2026, l'épargne en devises auprès du Centre d'épargne postale (CEP) a affiché une progression modérée au cours des trois premiers mois de l'année, avant de se stabiliser en avril et en mai avec un encours atteignant 17,480 millions de dinars.

ZIGHOUD YUCEF

Chef de la Wilaya II, stratège politico-militaire et architecte du 20 août 1955

Par Salah Lakoues

Il est des dates qui appartiennent à l'histoire. Et il en est d'autres qui font basculer l'histoire. Le 20 août 1955 appartient à cette seconde catégorie.

Neuf mois après le déclenchement de l'insurrection du 1er Novembre 1954, la Révolution algérienne demeure encore fragile, dispersée et militairement très inférieure à la puissance coloniale française.

C'est dans ce contexte que Zighoud Youcef, chef de la Zone II du Nord-Constantinois, prend une décision audacieuse : transformer une guérilla encore limitée en soulèvement populaire capable de bouleverser le rapport de forces politique.

Le 20 août n'est donc pas seulement une série d'attaques coordonnées. C'est un pari stratégique. Zighoud comprend qu'il ne peut vaincre l'armée française sur le terrain de la puissance militaire classique. En revanche, il peut contraindre la puissance coloniale à mobiliser massivement ses forces, provoquer une rupture entre la population et l'administration coloniale, donner à la Révolution une dimension nationale et, surtout, faire entrer la question algérienne dans l'arène internationale.

Le calcul est aussi audacieux que tragique : faire sortir la Révolution du maquis pour la transformer en guerre populaire, au risque d'une répression dont les populations civiles seront les premières victimes. C'est cette dimension qu'il faut saisir pour comprendre le véritable héritage du 20 août 1955. Car son importance ne réside pas seulement dans les combats livrés ce jour-là, mais dans la transformation qu'ils provoquent : la France ne fait plus face à une poignée de « rebelles » ; elle se trouve désormais confrontée à une révolution qui entend parler au nom d'un peuple et dont la question commence à dépasser les frontières de l'Algérie. Le 20 août 1955 marque ainsi un tournant : la Révolution algérienne change d'échelle, et Zighoud Youcef en est l'un des principaux architectes.

ZIGHOUD YUCEF : PENSER LA GUERRE POUR CHANGER LA NATURE DU CONFLIT

Certaines figures historiques ne se distinguent pas seulement par les batailles qu'elles ont conduites, mais par la transformation qu'elles impriment au conflit. Zighoud Youcef appartient à cette catégorie. Il ne fut pas uniquement un chef militaire de la Révolution algérienne, ni seulement l'organisateur des attaques du 20 août 1955. Il fut l'un des premiers responsables du mouvement national à comprendre qu'une guérilla isolée ne pouvait vaincre une puissance coloniale disposant d'une supériorité militaire écrasante. Son ambition ne consistait donc pas à rechercher une victoire classique sur le champ de bataille. Il s'agissait de modifier la nature même de la guerre : faire passer la lutte d'une insurrection limitée à une mobilisation populaire, d'un problème de sécurité à une crise de souveraineté, puis d'un conflit franco-algérien à une question internationale. C'est pourquoi Zighoud peut être considéré comme un théoricien pratique de la guerre révolutionnaire. Sa pensée ne prit pas la forme d'un traité doctrinal. Elle s'exprima dans ses choix, dans l'organisation de ses forces, dans la sélection du terrain, dans le choix de la date et dans l'anticipation des réactions françaises. Chez lui, la théorie ne précède pas l'action sous la forme d'un système abstrait : elle est incorporée à l'action et se vérifie par les



effets politiques qu'elle cherche à produire.

DE L'HÉRITAGE DE DIDOUCHE MOURAD AU CHANGEMENT D'ÉCHELLE

Après la mort de Didouche Mourad, le 18 janvier 1955, Zighoud Youcef prit la direction de la Zone II, correspondant principalement au Nord-Constantinois. Cette succession intervient à un moment critique pour la Révolution. Le mouvement armé, déclenché quelques mois auparavant, demeure encore fragile, dispersé et insuffisamment équipé.

Didouche avait posé les fondations de la lutte dans la région. Son travail reposait sur l'implantation clandestine, la constitution de réseaux, la formation de petits groupes et la conduite d'actions ciblées. Il s'agissait de faire exister la Révolution dans un environnement fortement surveillé, de préserver ses cadres et de créer les premières conditions d'une insurrection durable. Zighoud reprend cet héritage, mais il lui donne une orientation nouvelle. Il ne se contente plus de maintenir les maquis ou de multiplier les opérations ponctuelles. Il se demande comment une organisation révolutionnaire militairement inférieure peut contraindre une puissance coloniale à modifier son comportement et, surtout, à révéler ses contradictions.

La question stratégique n'est plus simplement : comment frapper l'ennemi ? Elle devient : comment faire d'une frappe locale le point de départ d'une transformation générale du conflit ? Cette évolution marque la différence entre l'organisation initiale de la guérilla et sa politisation à grande échelle.

UN THÉORICIEN DE L'ACTION

Le terme de « théoricien » doit ici être employé avec précision. Zighoud n'a pas laissé un système doctrinal comparable à celui d'un penseur militaire ou d'un philosophe politique. Sa théorisation est implicite, pratique et opératoire. Elle apparaît dans sa capacité à relier plusieurs dimensions du conflit : Le rapport de forces militaire, la psychologie de

la population, la mémoire historique, la réaction prévisible de l'adversaire, la portée symbolique des décisions, les conséquences diplomatiques de l'action armée.

Un chef pragmatique peut réagir efficacement aux circonstances. Un stratège théoricien cherche, lui, à anticiper les enchaînements que son action va déclencher. Il ne considère pas l'opération comme un événement isolé, mais comme le premier terme d'une séquence.

LE RAISONNEMENT ATTRIBUABLE À ZIGHOUD PEUT ÊTRE RECONSTITUÉ AINSI :

Une offensive coordonnée provoquera une riposte française ; cette riposte frappera probablement les populations ; la violence de la répression élargira la rupture entre la population et l'administration coloniale ; cette rupture donnera à la Révolution une base sociale plus large et fournira à sa diplomatie les éléments nécessaires à l'internationalisation du conflit. Cette logique est hypothético-déductive. Elle repose sur une anticipation de la réaction adverse et sur l'exploitation politique de cette réaction.

Il convient néanmoins de distinguer la rationalité stratégique observable des intentions personnelles que les sources ne permettent pas toujours d'établir avec certitude. On peut démontrer que l'opération était conçue pour produire des effets politiques dépassant le cadre militaire ; il est plus difficile d'affirmer que chaque conséquence avait été prévue dans ses moindres détails.

LA DIALECTIQUE ENTRE RÉPRESSION ET MOBILISATION

L'une des dimensions les plus importantes de la pensée de Zighoud réside dans sa compréhension de la relation entre la répression coloniale et la mobilisation révolutionnaire.

L'armée française possède la capacité d'écraser militairement les groupes armés. Mais son intervention massive dans les

zones rurales risque de produire l'effet inverse de celui recherché. En voulant rétablir l'ordre, elle peut détruire les bases politiques de cet ordre et transformer les populations hésitantes en adversaires du système colonial.

La puissance française comporte ainsi une contradiction interne : elle est militairement supérieure, mais son emploi contre la population peut devenir politiquement contre-productif.

Zighoud cherche à transformer cette contradiction en avantage stratégique. La question n'est pas de vaincre l'armée française par la force, mais de faire en sorte que l'usage de cette force aggrave la crise politique du colonialisme.

Il ne s'agit pas d'un calcul cynique sur les corps humains. Il s'agit d'un renversement du rapport de force : l'adversaire conserve la supériorité militaire, mais cette supériorité devient une source de délégitimation dès lors qu'elle s'exerce contre une population qui revendique sa souveraineté. La guerre révolutionnaire se déplace donc du terrain strictement militaire vers celui de la légitimité.

LE NORD-CONSTANTINOIS COMME LABORATOIRE STRATÉGIQUE

Le choix du Nord-Constantinois ne relève pas du hasard. La région réunit des conditions militaires, géographiques, sociales et historiques qui la rendent particulièrement propice à une offensive de grande ampleur. Les massifs montagneux et les zones forestières offrent des possibilités de refuge et de circulation pour les maquis. La proximité des villes, des centres coloniaux et des axes de communication permet de frapper des lieux symboliques et de perturber le fonctionnement de l'administration. La présence militaire française, importante dans la région, garantit enfin que la réaction de l'État colonial sera rapide et massive. Mais le facteur le plus significatif est peut-être la mémoire de mai 1945. Les événements de Sétif, Guelma et Kherrata ont laissé une empreinte durable dans les sociétés du Nord-Constantinois. Cette mémoire ne constitue pas seulement un souvenir du passé : elle devient une ressource politique. Zighoud comprend qu'un territoire révolutionnaire n'est pas uniquement défini par son relief. Il est également constitué de représentations collectives, de traumatismes, de solidarités et de récits historiques. La mémoire de la répression peut être réactivée par une nouvelle intervention coloniale et contribuer à transformer la peur en engagement. Le Nord-Constantinois devient ainsi un véritable laboratoire stratégique, où se combinent : les conditions matérielles de la guérilla, une population rurale importante, une proximité avec les centres de pouvoir, une mémoire politique de la violence coloniale, une capacité à transformer l'action locale en mobilisation générale. Zighoud ne choisit donc pas simplement un terrain favorable aux combattants. Il choisit un espace capable de produire un effet politique. Le 20 août 1955 : une opération à plusieurs niveaux. Les attaques du 20 août 1955 doivent être comprises comme une opération militaire, politique et symbolique à la fois. Sur le plan militaire, elles visent des postes, des centres urbains, des infrastructures et des axes de communication. La coordination de nombreuses actions démontre que le FLN dispose d'une capacité d'organisation supérieure à celle que lui attribuent les autorités françaises. Sur le plan politique, l'offensive cherche à rompre la passivité de la population et à désorganiser l'administration coloniale. Elle fait intervenir la société dans la guerre et réduit la possibilité d'une neutralité durable.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Sur le plan symbolique, elle inscrit l'action algérienne dans une temporalité maghrébine. Le choix du 20 août renvoie à la déposition et à l'exil de Mohammed V en 1953. Cette date relie la lutte algérienne à la lutte marocaine et, plus largement, à la dynamique anticoloniale nord-africaine.

L'opération produit donc une triple rupture : la guérilla devient soulèvement, le problème de sécurité devient guerre, l'événement algérien devient une question maghrébine et internationale.

Le choix de la date est révélateur de la conception politique de Zighoud. Il ne pense pas seulement en termes d'efficacité opérationnelle. Il pense en termes de mémoire, de récit et de portée collective.

CHANGER LA CATÉGORIE DU CONFLIT

L'un des effets les plus profonds du 20 août 1955 est d'avoir modifié la manière dont le conflit pouvait être défini.

Avant l'offensive, la France pouvait encore présenter la situation comme une agitation limitée, provoquée par quelques groupes clandestins. Cette représentation permettait de maintenir le conflit dans le registre du maintien de l'ordre et de nier son caractère politique.

Après le 20 août, cette lecture devient de moins en moins crédible. L'ampleur des opérations, leur coordination et leur participation populaire montrent que la France est confrontée à une contestation nationale organisée.

Zighoud cherche donc à imposer une nouvelle catégorie d'interprétation : non plus une révolte locale, mais une guerre nationale, non plus un désordre intérieur, mais une crise de souveraineté, non plus une affaire de police, mais un problème de décolonisation.

Cette modification du cadre d'interprétation constitue une véritable rupture épistémologique. Le conflit change de nature parce que les acteurs, les institutions et l'opinion internationale sont contraints de le regarder autrement.

Or les catégories politiques ne sont jamais neutres. Une opération de maintien de l'ordre peut être réprimée sans remettre en cause la souveraineté de l'État. Une guerre de libération nationale pose au contraire la question de la légitimité de cette souveraineté.

Le choix de la date et l'horizon maghrébin Le 20 août 1955 n'est pas une date neutre. Son choix donne à l'offensive une portée qui dépasse le cadre algérien.

En se référant à l'exil de Mohammed V, les révolutionnaires algériens inscrivent leur action dans une histoire commune des peuples du Maghreb. La lutte algérienne est présentée comme une composante d'un mouvement anticolonial plus vaste.

Cette dimension possède plusieurs fonctions : exprimer une solidarité avec le peuple marocain, rappeler le caractère régional de la domination coloniale, mobiliser une mémoire politique partagée, inscrire l'action algérienne dans la dynamique de la décolonisation, préparer un langage commun susceptible d'être repris par la diplomatie.

Il serait toutefois prudent de transformer cette observation en doctrine pan-maghrébine entièrement formulée par Zighoud. Les sources permettent de constater la portée politique et symbolique de la date, mais elles ne suffisent pas toujours à reconstruire une théorie personnelle complète de l'unité maghrébine.

La prudence documentaire ne diminue pas la portée stratégique du choix. Elle permet simplement de distinguer ce qui est démontrable de ce qui relève de l'interprétation.

LE VÉRITABLE TEST DE RÉUSSITE

La réussite de la stratégie de Zighoud ne doit pas être mesurée par un seul résultat. Trois critères peuvent être distingués : la généralisation de l'insurrection, la survie de la Wilaya II après sa mort, l'inscription de la question algérienne à l'ordre du



jour de l'ONU.

Ces trois critères correspondent à trois niveaux de la stratégie, mais ils n'ont pas la même importance.

LA GÉNÉRALISATION DE L'INSURRECTION

C'est le critère principal. L'hypothèse de Zighoud était qu'une offensive concentrée dans le Nord-Constantinois pouvait contribuer à transformer une guérilla régionale en guerre nationale.

Si l'offensive était restée sans lendemain, elle aurait pu être considérée comme un soulèvement spectaculaire mais localisé. Sa portée historique tient au contraire à son effet d'entraînement et à l'élargissement progressif de la guerre.

La généralisation vérifie donc directement le pari stratégique initial : la guerre pouvait-elle changer d'échelle ?

LA SURVIE DE LA WILAYA II

La continuité de la Wilaya II après la mort de Zighoud constitue le critère organisationnel. Elle indique que son œuvre ne reposait pas uniquement sur son charisme personnel, mais sur des cadres, des réseaux et des structures capables de fonctionner après sa disparition.

Cette continuité révèle la profondeur de son travail politique. Zighoud ne construisait pas seulement une force destinée à conduire des opérations ; il contribuait à édifier une organisation révolutionnaire durable.

Ce critère reste toutefois secondaire par rapport à la généralisation nationale. Une structure régionale peut survivre sans modifier profondément l'issue générale du conflit.

L'INSCRIPTION À L'ONU

L'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies, le 30 septembre 1955, représente la traduction diplomatique de la nouvelle réalité créée par l'offensive. Elle ne peut être attribuée à Zighoud seul. La diplomatie du FLN, l'action de la délégation extérieure, le soutien des pays arabes et afro-asiatiques ainsi que le contexte international jouèrent un rôle déterminant.

Mais l'action armée fournit à cette diplomatie une réalité politique difficile à nier. L'ONU constitue donc moins le point de départ de la réussite que le lieu où la réussite militaire et politique devient visible à l'échelle internationale.

UNE HIÉRARCHIE DES EFFETS

Les trois critères peuvent être ordonnés de la manière suivante :

Le critère central est donc la généralisation. La survie organisationnelle en constitue la consolidation, tandis que l'internationalisation en représente la traduction extérieure.

UNE DOCTRINE QUI SURVIT À SON AUTEUR

Zighoud mourut le 25 septembre 1956, dans une embuscade française à Sidi Mezghiche, quelques semaines après le Congrès de la Soummam. Cette disparition précoce aurait pu provoquer l'effon-

drement de la structure qu'il dirigeait.

Or la Wilaya II continua d'exister. Cette continuité ne signifie pas que son fonctionnement fut toujours homogène ni qu'il n'y eut pas de tensions internes. Elle indique néanmoins que l'organisation avait dépassé la personne de son chef.

Zighoud avait contribué à créer : des cadres formés à la clandestinité, des réseaux d'implantation, une culture de la discipline, une conception politique du commandement, une capacité à articuler action militaire et mobilisation sociale.

Les pragmatiques laissent souvent derrière eux des opérations réussies. Les théoriciens de l'action laissent une logique que d'autres peuvent reprendre. L'héritage de Zighoud réside précisément dans cette transmission.

Il serait cependant réducteur de présenter cette continuité comme l'œuvre d'un seul homme. La Révolution fut une construction collective, portée par de nombreux responsables, militants, maquisards et soutiens civils. La grandeur de Zighoud ne réside pas dans une action solitaire, mais dans sa capacité à donner une cohérence stratégique à un effort collectif.

ZIGHOUD ET LES AUTRES DIRIGEANTS RÉVOLUTIONNAIRES

La comparaison avec les autres figures de la Révolution permet de mieux cerner sa singularité.

Didouche Mourad fut avant tout un bâtisseur. Il établit les réseaux et les conditions initiales de la lutte dans le Nord-Constantinois.

Zighoud fut l'homme du changement d'échelle. Il comprit que la guérilla ne pouvait gagner par la seule accumulation d'actions militaires, mais par la transformation de la nature du conflit.

Abane Ramdane œuvra davantage à l'architecture politique et institutionnelle de la Révolution. Il contribua à donner au mouvement une structure politique et une représentation plus cohérente.

Larbi Ben M'hidi incarna la jonction entre l'action militaire, la mobilisation politique et la communication internationale, notamment dans le contexte de la bataille d'Alger.

Krim Belkacem joua un rôle central dans la structuration du commandement de l'ALN et dans la représentation politique du mouvement.

Ces figures ne s'excluent pas ; elles correspondent à des fonctions complémentaires. Didouche construit l'instrument, Zighoud le change d'échelle, Abane l'organise politiquement, Ben M'hidi en articule les dimensions et Krim contribue à structurer son commandement.

UNE STRATÉGIE DE SOUVERAINETÉ

Le 20 août 1955 peut être interprété comme un acte de souveraineté en action. Il ne s'agit pas encore d'une souveraineté reconnue par les institutions internationales, mais d'une souveraineté revendiquée et exercée par la capacité à organiser, mobiliser et administrer un espace politique.

Zighoud ne demande pas simplement à la

France de corriger certaines injustices. Il remet en cause le principe même de la domination coloniale et la prétention de la puissance occupante à définir le conflit comme une affaire intérieure.

L'offensive affirme implicitement plusieurs idées : le peuple algérien constitue un sujet politique, la France ne peut plus parler en son nom, l'administration coloniale ne détient pas une légitimité incontestable, la lutte armée exprime une revendication nationale, le conflit doit être soumis au regard international.

La souveraineté apparaît donc d'abord comme une capacité d'agir. Avant d'être reconnue juridiquement, elle se manifeste par l'organisation d'une force, la mobilisation d'une population et la production d'un récit national.

LES LIMITES DE L'INTERPRÉTATION

L'interprétation de Zighoud comme théoricien de la guerre révolutionnaire est féconde, mais elle doit rester historiquement prudente.

Il faut éviter trois excès.

Le premier excès : l'héroïsation absolue. Présenter Zighoud comme un stratège infaillible conduirait à effacer les incertitudes, les improvisations, les désaccords et les erreurs inhérents à toute guerre révolutionnaire.

Le deuxième excès : la réduction militaire. Le considérer comme un simple chef de maquis empêcherait de comprendre la portée politique de ses choix et la dimension sociale de l'offensive.

LE TROISIÈME EXCÈS : L'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le 20 août 1955 fut une œuvre collective. De nombreux responsables de la Zone II participèrent à sa préparation et à son exécution. Zighoud fut le principal architecte stratégique de cette dynamique, mais il ne fut ni son unique penseur ni son seul organisateur.

La meilleure approche consiste donc à tenir ensemble deux propositions :

Zighoud incarne une pensée stratégique originale du changement d'échelle. Et cette pensée n'a pu produire ses effets que parce qu'elle s'est appuyée sur une organisation et une mobilisation collectives.

Zighoud Youcef fut moins le général d'une bataille que l'ingénieur d'une transformation historique.

Il comprit que la France ne pouvait pas être vaincue sur le terrain de la puissance militaire classique. Il fallait donc déplacer la lutte vers d'autres terrains : la population, la mémoire, la légitimité, la communication politique et la diplomatie internationale.

Son génie stratégique ne réside pas simplement dans le fait d'avoir organisé une offensive de grande ampleur. Il réside dans la compréhension de l'enchaînement que cette offensive pouvait déclencher : attaque, riposte, révélation de la violence coloniale, mobilisation populaire, généralisation de la guerre et internationalisation de la question algérienne.

Le véritable test de sa stratégie fut donc la généralisation de l'insurrection. L'inscription à l'ONU en fut la traduction diplomatique ; la survie de la Wilaya II, la confirmation organisationnelle. Ces trois effets appartiennent à une même dynamique, mais c'est le changement d'échelle du conflit qui constitue le critère décisif. Zighoud fut ainsi un théoricien pratique de la guerre de libération. Il ne formula pas nécessairement sa pensée dans un traité, mais il la fit exister dans l'action. Il ne chercha pas seulement à remporter des combats : il voulut changer la catégorie historique dans laquelle la France et le monde percevaient la lutte algérienne. Avant lui, la Révolution était principalement une insurrection armée. Après le 20 août 1955, elle devint progressivement une guerre populaire, une crise de souveraineté et une question internationale. C'est cette mutation, plus encore que le bilan immédiat de l'opération, qui fonde la place singulière de Zighoud Youcef dans l'histoire de la Révolution algérienne.

S.L

L'EXPRESS

L'OFFENSIVE DU NORD-CONSTANTINOIS ET LE CONGRÈS DE LA SOUMMAM:

Deux tournants décisifs de la Révolution

L'Algérie célébrera le double anniversaire du 20 août 1955 et 1956, deux dates qui ont marqué l'histoire du mouvement national et ont été déterminantes. L'offensive du Nord constantinois et le congrès de la Soummam sont en effet deux jalons de la victoire du peuple contre le colonialisme français.

L'offensive du Nord-Constantinois a non seulement permis de raviver la lutte et de renforcer les rangs des combattants, mais aussi de contrer les tentatives de la France coloniale de créer une rupture entre le FLN et le peuple. Grand moment d'une révolution lancée quelques mois auparavant, le 1^{er} novembre 1954, l'offensive du 20 août 1955 a constitué un tournant décisif dans le combat du peuple algérien contre l'opresseur, et a été une réponse du Nord-Constantinois aux cris des Aurès encerclés. C'est dans un contexte marqué par une répression aveugle du colonisateur que l'offensive a été lancée, afin de donner un grand éclat à la révolution naissante et de renverser la tendance en faveur de la lutte pour l'indépendance. Le congrès de la Soummam, organisé le 20 août 1956, soit près de deux ans après le déclenchement de la lutte armée, est indéniablement un fait historique de premier plan. Pour de nombreux chercheurs et historiens, il a



marqué une étape charnière dans le triomphe de la révolution algérienne. Il visait à « mettre de l'ordre dans l'organisation du Front de libération nationale (FLN) et à structurer les institutions de la révolution ». Il a également donné une « assise importante » au FLN, élargissant sa base de soutien, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il a également été marqué par des « tentatives de clarification importantes sur les objectifs de la révolution et de l'État algérien » et a constitué un tournant « extrêmement important » dans le parcours de la lutte armée. Dans une déclaration à l'APS, l'historien Nouredine Essed a mis en avant « la portée symbolique et historique profonde » du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et

du congrès de la Soummam, affirmant que ces deux événements ont marqué un « tournant décisif » dans le parcours de la glorieuse révolution du 1^{er} novembre, en ce qu'ils ont « contribué à l'internationalisation de la question algérienne et à l'organisation et à la structuration de la lutte, tant sur le plan politique que militaire ». Menée le 20 août 1955 par Zighoud Youcef, chef de la zone II, contre des cibles coloniales notamment à Skikda, El Harrouch et Collo, l'offensive du Nord-Constantinois a permis de rompre le blocus médiatique français. Elle a également démontré que la révolution était un projet de libération auquel tout le peuple algérien adhérerait, ce qui a redonné confiance aux moudjahidin des autres régions et a créé une nouvelle dyna-

mique au sein de l'Armée de libération nationale (ALN), a expliqué l'historien. Il a rappelé que la France coloniale, cherchant à étouffer l'adhésion massive du peuple à la révolution, s'était livrée à une répression sanglante d'une violence inouïe contre des civils sans défense. Mahfoud Achour, enseignant d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Blida 2, est quant à lui revenu sur l'autre étape déterminante qu'a été le congrès de la Soummam. Tenu au village d'Ifri-Ouzellaguen (Béjaïa) le 20 août 1956, malgré le blocus imposé par l'occupant, il a marqué une victoire pour la révolution, a-t-il dit. En effet, lors de ce congrès, les chefs de la révolution ont posé de nouvelles bases pour l'action révolutionnaire et l'ALN a été réorganisée sur le

modèle d'une armée régulière, avec la création de grades, la définition des responsabilités et la formation d'unités allant du groupe au régiment, a précisé l'enseignant. L'action révolutionnaire a également été étendue avec la création des wilayas révolutionnaires, auxquelles s'est ajoutée la wilaya VI historique (la région du Sahara), a-t-il poursuivi, soulignant que le congrès de la Soummam a également défini des rôles et des missions révolutionnaires permettant à l'ensemble du peuple algérien de participer à la révolution (moudjahid, militant, fidaï et moussebel), en impliquant toutes les organisations dans l'action révolutionnaire.

Ces mesures ont mis en échec toutes les tentatives de la France coloniale d'étouffer la révolution et ont permis à la question algérienne de figurer en tête de l'agenda de diverses instances internationales, notamment de l'Assemblée générale des Nations unies.

De son côté, Dahmane Touati, enseignant d'histoire au centre universitaire de Tipasa, a souligné l'importance de ces deux événements sur les plans militaire et stratégique, car ils ont permis d'étendre la révolution. Le congrès de la Soummam a effectivement permis d'étendre le champ de l'action révolutionnaire tout en mettant en échec les plans coloniaux, a-t-il soutenu, soulignant que c'est grâce à la résistance héroïque du peuple et à la bravoure inégalée des membres de l'ALN que l'Algérie a pu triompher de la colonisation, arracher son indépendance et recouvrer sa souveraineté nationale.

EL WATAN

A QUELQUES MOIS DES ÉLECTIONS LOCALES :

Les partis politiques révisent leurs cartes

Du bilan des législatives à la préparation des élections locales, plusieurs formations commencent à revoir leur organisation et à affiner leurs choix de candidatures. D'autant que, selon nos sources, la convocation officielle du corps électoral par la présidence de la République est attendue d'ici la fin du mois en cours. Les élections législatives du 2 juillet à peine passées, les partis politiques se projettent déjà vers la prochaine échéance électorale. Chez plusieurs formations, l'heure est à l'évaluation des résultats, à l'identification des insuffisances du précédent scrutin et, surtout, à la préparation des élections locales prévues au cours du dernier trimestre de l'année. D'autant que, selon nos sources, la convocation officielle du corps électoral est attendue d'ici à la fin du mois, ce qui impose une accélération du calendrier partisan. Une démarche stratégique axée sur la sélection rigoureuse des candidats, la structuration des bureaux

locaux et le renforcement de la présence sur le terrain. Au-delà de la simple réorganisation, la sélection des candidats constitue le cœur des préoccupations. Pour éviter les écueils des législatives, marqués par de nombreuses exclusions et des controverses sur certains profils, la majorité des partis adopte une démarche anticipée. L'objectif est clair. Il s'agit d'encadrer la sélection dès le départ, procéder à un examen scrupuleux des dossiers et garantir la validation explicite des noms par les directions politiques. Ce filtrage offre aux candidats une couverture politique et organisationnelle solide, tout en préservant les appareils partisans des querelles et tensions internes. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie figure parmi les formations les plus avancées. A Boumerdès, son bureau régional a installé des commissions de candidatures chargées d'identifier les profils et de préparer la collecte des parrainages. A Tipasa, le parti a lancé un appel aux citoyens et compétences

locales pour constituer ses listes aux APC et à l'APW, en ciblant directement les faiblesses de la gestion locale, à savoir les budgets non consommés et les projets à l'arrêt. De son côté, le Front des forces socialistes (FFS) a passé, la semaine écoulée, ses résultats au crible lors de la réunion de son secrétariat national présidée par son premier secrétaire national, Youcef Aouchiche, ainsi qu'au cours de rencontres fédérales à Tizi Ouzou.

VERROUILLAGE DES CANDIDATURES

Ce travail d'analyse politique et organisationnelle vise à adapter le travail du parti et à renforcer la préparation de ses structures. Le FFS prépare activement ses troupes pour l'échéance locale, tout en organisant la prochaine session ordinaire de son conseil national, prévue avant la fin du mois. Pour sa part, le Mouvement de la société pour la paix a tiré les enseignements des législatives à travers une grille d'évaluation recensant ses forces

et ses faiblesses lors du dernier scrutin. Selon des cadres de cette formation, ce bilan a débouché sur un règlement particulier servant de plateforme méthodologique pour guider les choix du Mouvement en vue des locales. Le Mouvement El Bina a suivi une démarche similaire : après un premier bilan dressé par son conseil consultatif (Madjlis Echoura), la formation a mis à profit son université d'été en juillet pour passer de l'analyse des résultats à la préparation pratique du terrain. Parallèlement, le Front El Moustakbal et le Mouvement Ennahda ont également ouvert le dossier des locales en élaborant des feuilles de route préliminaires pour fixer leurs priorités organisationnelles. Cette effervescence d'anticipation n'est cependant pas générale. Ainsi le Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) ont fait le choix de différer l'ouverture officielle du chantier des locales. Malgré leurs résultats

aux législatives du 2 juillet, ces deux partis d'appareil privilégient une méthode en deux temps, pour eux la période estivale est consacrée à un travail d'inventaire interne et à la collecte des rapports d'évaluation auprès des structures locales (kasma, mouhafadhas et bureaux de wilaya). Ce calendrier calculé répond à plusieurs impératifs stratégiques. Par ailleurs, il s'agit d'analyser en profondeur les faiblesses du précédent scrutin, notamment la forte abstention et les rejets de candidatures par l'Autorité nationale indépendante des élections, afin d'adapter les futurs critères de sélection des candidats aux exigences de probité et de représentativité. En retardant le lancement formel des investitures pour les APC et APW jusqu'à la rentrée sociale, les directions du FLN et du RND, de l'avis de certains militants, cherchent à prévenir les rivalités internes et à contenir les dissidences locales avant la convocation officielle du corps électoral.

PALESTINE OCCUPÉE

Neuf martyrs et 15 blessés dans des bombardements sioniste sur sur Gaza

Au moins neuf civils ont été tués et quinze autres blessés mercredi, dans un bombardement de la ville de Gaza par l'aviation israélienne.

Notre correspondant, citant des sources médicales à l'hôpital Al-Shifa, a rapporté l'arrivée de neuf corps, dont la plupart étaient carbonisés, ainsi que de 15 blessés, dont plusieurs se trouvaient dans un état critique.

47 FAMILLES PALESTINIENNES RISQUENT D'ÊTRE DÉPLACÉES DE MANIÈRE IMMINENTE DANS LA VALLÉE DU JOURDAIN

L'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem a signalé que 47 familles palestiniennes de la vallée du Jourdain sont menacées d'expulsion imminente suite à la coupure de leur approvisionnement en eau par l'armée israélienne et les colons. Dans un communiqué, B'Tselem a déclaré : « 47 familles palestiniennes, soit plus de 300 personnes, dont près de la moitié sont des enfants, sont menacées d'expulsion imminente de leurs foyers dans le nord de la vallée du Jourdain. »

L'organisation a indiqué que la semaine dernière, les forces israéliennes et les colons ont coupé les dernières canalisations d'eau alimentant ces familles à Ras al-Ahmar, Tha'la et Atouf Est.

Elle a ajouté que les autorités d'occupation empêchent fréquemment l'acheminement de l'eau dans la région, exposant ainsi ces familles, qui dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour leur subsistance, à la menace imminente d'un déplacement forcé de leurs foyers en raison des pénuries d'eau.

A noter que les attaques répétées contre les infrastructures hydrauliques visent à expulser les quelques communautés palestiniennes restantes



dans la région, et coïncident avec les travaux d'excavation du mur de l'apartheid connu sous le nom de « Ligne Pourpre » dans le nord de la vallée du Jourdain. Le centre a averti que les travaux d'excavation et la destruction des infrastructures hydrauliques menacent de vastes étendues de terres agricoles appartenant aux Palestiniens.

B'Tselem a constaté que depuis le début des travaux d'excavation en mars 2026, la région a subi d'importants dégâts : oliviers déracinés, cultures et serres détruites, kilomètres de canalisations d'eau et d'irrigation mis hors service, et terres agricoles, sources de revenus pour des dizaines d'habitants, endommagées.

L'organisation a également signalé une recrudescence des attaques de colons contre les communautés palestiniennes le long du tracé du mur, coïncidant avec les travaux d'excavation.

B'Tselem a déclaré que des colons pénètrent quotidiennement dans la zone, menaçant les habitants d'expulsion, endommageant les canalisations

d'eau, bloquant les routes et empiétant sur de vastes pâturages. Ces derniers mois, l'occupation israélienne et les colons ont intensifié leurs attaques contre les Palestiniens en Cisjordanie. Des rapports palestiniens, israéliens et internationaux sur les droits humains indiquent que des dizaines de Palestiniens de différentes communautés de Cisjordanie ont été contraints d'évacuer leurs foyers en raison des opérations militaires israéliennes et des attaques de colons.

PLUS DE 100 ORGANISATIONS AMÉRICAINES APPELLENT L'ADMINISTRATION TRUMP À INTERVENIR POUR OBTENIR LA LIBÉRATION DE L'ÉTUDIANTE SAMA SAFI

Plus de 100 organisations de défense des droits de l'homme, organisations civiles et religieuses aux États-Unis ont appelé l'administration du président Donald Trump à intervenir d'urgence auprès des autorités d'occupation israéliennes pour libérer l'étudiante

palestino-américaine Sama Safi, détenue depuis début juin. 102 organisations ont signé une lettre adressée au secrétaire d'État américain Marco Rubio, appelant le département d'État à utiliser les outils diplomatiques disponibles pour assurer sa libération immédiate et définitive.

Safi, âgée de 20 ans, est une citoyenne américaine et une étudiante brillante en psychologie à l'université de Birzeit. Elle a été arrêtée par les forces d'occupation lors d'une descente à son domicile familial le 2 juin.

Les organisations signataires ont exprimé une vive inquiétude quant à son état de santé, soulignant qu'elle souffre d'une maladie chronique et complexe nécessitant des soins et un traitement spécialisés, et avertissant que son maintien en détention pourrait entraîner une grave détérioration de son état. Ces organisations ont souligné que la protection des citoyens américains à l'étranger relève de la compétence du Département d'État, et ont exhorté Rubio à agir pour obtenir la libération de Safi.

Cette initiative intervient dans un contexte de pression croissante aux États-Unis concernant son cas.

Les organisations ont indiqué que des milliers d'Américains ont contacté leurs élus pour exiger sa libération, et que plusieurs membres du Congrès, dont le sénateur Chris Van Hollen et le représentant Derek Tran, ont déjà appelé l'administration à intervenir.

LES COLONS POURSUIVENT LEUR SIÈGE DE PLUSIEURS MAISONS À QUSRA, AU SUD DE NAPLOUSE

Selon l'agence de presse palestinienne Wafa, les forces sionistes ont déclaré, mercredi, la zone militaire fermée alors que les colons maintenaient le siège

de trois maisons dans le quartier de Ras al Aïn à Qusra. La même source note que les familles palestiniennes assiégées souffrent de pénurie d'eau, les colons bloquant les livraisons et les routes d'accès aux habitations.

D'après Wafa, le gouvernement palestinien poursuit ses interventions pour soutenir les citoyens de Qusra, face au siège imposé à plusieurs habitations tandis que les organisations de défense des droits humains mettent en garde contre l'escalade des attaques de colons visant à déplacer les Palestiniens de cette ville.

DES PALESTINIENS FORCÉS À QUITTER LEURS PÂTURAGES

À Tuba, des colons ont forcé des Palestiniens à quitter leurs pâturages à l'est de cette région.

Le chef du conseil du village de Yirza, Mukhlis Masa'id, cité par Wafa, a rapporté que des colons avaient chassé le bétail des pâturages situés près de tentes appartenant à des citoyens palestiniens à Yirza et Ras al Ahmar, à l'est de Tubas. Par ailleurs, les forces d'occupation sionistes ont mené mardi au soir, des raids dans plusieurs villes du gouvernorat de Beit Lahm et ont perquisitionné habitations palestiniennes. Selon une source sécuritaire citée par Wafa, les forces sionistes ont pris d'assaut la bourgade de Tuqu', au sud-est de la ville, perquisitionnant plusieurs maisons et endommageant leur contenu.

La source sécuritaire a ajouté que les forces sionistes ont également mené des raids dans les bourgades de Dar Salah, al Shawawra et Za'tara, à l'est du gouvernorat. De leur côté, des colons sionistes ont mené des raids dans les zones de Khala'il al Luz et d'Abu Najim, à l'est de Beit Lahm, et ont effectué des visites des lieux.



Pourquoi inclure des noix dans votre alimentation peut réduire les pics glycémiques ?

Une poignée de noix par jour permettrait de réduire les pics de glycémie. En cause : leur faible index glycémique qui régule la libération du glucose dans le sang.

DES NOIX QUI RÉGULENT LA LIBÉRATION DU GLUCOSE DANS LE SANG

« Les aliments qui stabilisent la glycémie jouent un rôle essentiel dans la gestion du sucre sanguin, particulièrement pour les personnes souffrant de diabète ou souhaitant prévenir les variations glycémiques » débute le nutritionniste Pascal Nourtier. Ainsi, certains aliments sont connus pour stabiliser les pics de



glycémie, c'est le cas de l'avoine, des légumineuses mais aussi des noix. Ils sont reconnus pour leurs bienfaits sur la régulation du glucose. « Ces aliments

ont la capacité de réguler la libération du glucose dans le sang grâce à leur faible index glycémique (IG), leur richesse en fibres ou leurs propriétés méta-

boliques. Contrairement aux aliments à IG élevé, qui provoquent des pics glycémiques suivis de chutes brutales, les aliments à IG bas maintiennent une glycémie stable, essentielle pour l'énergie et la prévention des maladies métaboliques » précise le spécialiste. Éviter les pics de glycémie va vous permettre de :

Réduire vos envies de sucre.
Préserver la concentration et l'humeur. Protéger le système nerveux contre l'inflammation chronique. « Riches en acides gras insaturés, en magnésium et en fibres, les noix et les graines réduisent les réponses glycémiques aux repas. Une poignée de noix peut également réduire l'inflammation, souvent exacerbée chez les personnes atteintes de diabète » indique le nutritionniste.

UTILISER LES NOIX COMME COLLATION

Il est donc tout à fait possible de consommer des noix quotidiennement. Elles peuvent, par exemple, être utilisées comme en-cas, sain et équilibré. « La noix doit être consommée avec modération car elle est très calorique. Mais en croquer une petite poignée par jour représente un réel bénéfice pour la santé grâce à ses acides gras insaturés (graisses excellentes pour le cerveau, le cœur, vaisseaux et les cellules) et à son taux de magnésium » précise Mireille Étienne, diététicienne et nutritionniste. Si vous n'avez pas besoin d'en-cas, les noix sont faciles à intégrer à vos plats : dans une soupe pour ajouter du croquant, dans concassées dans une salade, dans du pain maison... Les options sont nombreuses !

10 maladies très contagieuses en automne-hiver

Les virus préfèrent nous attaquer durant la saison froide lorsque notre système immunitaire est affaibli. Fatigue, températures basses, le corps, en lutte permanente, est davantage exposé aux maladies.

Le rhume

Le rhume est une infection des voies respiratoires supérieures (le nez, les voies nasales et la gorge).

Généralement bénin, il est cependant handicapant au quotidien : nez qui coule ou bouché, paupières gonflées, maux de tête, inconfort global empêchant l'endormissement, etc. Des remèdes naturels (tisanes, etc.) sont souvent conseillés pour l'enrayer plus rapidement.

Il existe plus de 200 virus pouvant provoquer le rhume.

La rhinopharyngite

La rhinopharyngite est une infection des voies respiratoires. Elle se caractérise par un écoulement nasal et des maux de gorge.

Elle est causée par un virus qui peut se transmettre d'une personne à l'autre par l'intermédiaire de gouttelettes contaminées (toux, éternuements, serrement de main ou contact avec des objets contaminés).

Plus de 100 virus différents peuvent être à l'origine d'une rhinopharyngite, ce qui fait d'elle une des maladies de la saison froide la plus fréquente.

L'angine

L'angine correspond à une infection au niveau de la gorge, plus précisément au niveau des amygdales. Elle peut s'étendre à l'ensemble du pharynx.

Les symptômes les plus fréquents sont : mal de gorge intense, difficultés à la déglutition, courbatures et perte d'appétit.

Lorsqu'elle est d'origine bactérienne, des complications peuvent apparaître (phlegmon, otite, sinusite, etc.)

La grippe

La grippe, ou influenza, est une maladie due à des virus influenzae. C'est une maladie très contagieuse, qui touche le système respiratoire et peut présenter des complications surtout chez les personnes immunodéficientes (enfants, personnes âgées, malades chroniques, etc.)

En présence d'une fièvre de plus de 38,5°C durant plus de 72 h, d'essoufflement au repos et de douleurs à la poitrine, il est indispensable de consulter le médecin.

La gastro-entérite

La gastro-entérite est une infection du système digestif.

Les symptômes (nausées, vomissements, crampes abdominales et diarrhée) surviennent rapidement et disparaissent généralement au bout de 1 à 3 jours.

La gastro-entérite a de multiples causes. Il peut s'agir de différents virus et bactéries

qui se transmettent principalement par les mains, l'eau et les aliments contaminés d'où l'importance de bien se laver les mains.

L'otite

L'otite est une infection de l'oreille moyenne concernant le tympan ou la caisse du tympan.

Les symptômes sont les suivants : douleur aiguë à l'oreille, sensation d'oreille bouchée, perte de l'audition, sensations de vertiges, fièvre.

L'otite guérit en 8 à 10 jours, mais il faut toujours vérifier après traitement l'état du tympan et s'assurer, surtout chez les enfants, que l'audition est parfaitement revenue.

La sinusite

La sinusite correspond à une inflammation des muqueuses qui recouvrent l'intérieur des sinus.

Le mucus n'est alors plus drainé normalement vers le nez laissant le champ libre aux microbes qui se multiplient.

Les symptômes sont très handicapants au quotidien : sensation de pression au visage, maux de tête, nez constamment bouché, etc.

La sinusite peut être aiguë ou chronique. Elle devient chronique lorsqu'elle persiste au-delà de 12 semaines.

La bronchite

La bronchite se caractérise par une inflammation des bronches.

L'inflammation rend la respiration plus difficile, car les parois des bronches sont enflées et produisent une quantité importante de mucus. La bronchite s'accompagne d'une toux profonde, d'expectorations et d'un souffle coupé.

La cause la plus fréquente de bronchite aiguë est une infection virale. Les virus sont inhalés, puis se propagent jusqu'aux bronches.

La pharyngite

La pharyngite désigne une inflammation du pharynx.

Il existe deux types de pharyngite : - Les pharyngites infectieuses dues à des virus ou bactéries. - Les pharyngites non infectieuses

Les symptômes sont les suivants : mal de gorge, sensation de sécheresse, toux, enrouement, démangeaisons ou brulures.

Le tabac est un facteur de risque de la pharyngite.

La trachéite

La trachéite désigne une inflammation de la muqueuse de la trachée. La trachéite est souvent provoquée par une infection ORL d'origine virale telle qu'une bronchite, une laryngite, une pharyngite ou une rhinopharyngite (rhume). Elle se manifeste par des quintes de toux sèche, de la fièvre, un écoulement nasal ainsi qu'une dysphonie voire une aphonie.

RIRE NERVEUX

Quelles sont les causes et comment le contrôler ?

Le rire dit nerveux survient généralement par inadvertance dans une situation inappropriée. Cette démonstration, parfois exagérée et incontrôlée des émotions, est souvent liée au stress et a pour conséquence un sentiment de honte.

Le rire nerveux correspond à une décharge émotionnelle face à une situation de :

Tension, Frustration, inconfort.

Il survient généralement de façon incongrue lors de situations où il n'est pas souhaitable telles que :

un enterrement, un examen, une audition, une réunion, sur scène pour un comédien, etc.

À quoi est dû le rire nerveux ?

Le rire nerveux est le résultat : d'un stress, d'une irritation, d'une fatigue, d'un malaise que notre corps cherche à exprimer et évacuer.

Il permet :

d'éliminer ses pensées négatives

et ses sources de tension.

de prendre ses distances face à une situation qui embarrasse, qui dérange et que l'on cherche à fuir.

Ainsi le rire nerveusement montre que l'on cache un mal-être et peut être révélateur d'une mauvaise gestion des émotions et d'un surcroît de sentiments difficiles à gérer.

Selon le neurologue américain Michael Graziano, le rire et les pleurs ont la même origine : la zone du cerveau qui régit notre lien « social » et notre « zone de défense » vis-à-vis de l'extérieur. Le rire nerveux survient lorsque le corps, soumis à une trop grande tension, évacue celle-ci par la production d'endorphine ou hormone du bien-être que le rire induit.

Quelles peuvent être les conséquences du rire nerveux ?

Dans une situation inappropriée, la survenue d'un rire nerveux peut avoir pour conséquence :

des spasmes, des larmes, de l'embarras, de la honte, de la gêne, de la culpabilité.

Comment contrôler le rire nerveux ?

Généralement, plus on essaie de contenir un rire nerveux, plus celui-ci gagne en puissance et devient incontrôlable. Aussi, il vaut mieux ne pas tenter de le retenir : il sortira quand même, et plus douloureusement encore.

En revanche, il est recommandé de :

détourner son attention de la source de son amusement.

ne plus regarder ce ou celui qui a provoqué son hilarité.

fermer les yeux quelques instants pour retrouver son calme.

focaliser son attention sur sa respiration, en respirant profondément avec le ventre, pour retrouver rapidement son calme et son sérieux. si besoin, quitter la pièce quelques minutes pour s'isoler et s'apaiser.

s'excuser : s'il est normal de ressentir une certaine culpabilité après un rire nerveux, il reste important de lâcher-prise et de prendre du recul sur la situation. Or, voir quelqu'un rire dans une situation inappropriée peut être blessant pour la personne face à soi. Il convient alors d'essayer de lui expliquer pourquoi on a réagi ainsi et de s'excuser.

Par ailleurs, voici quelques conseils pour éviter le rire nerveux avant qu'il ne se déclenche :

Identifier l'origine du rire nerveux

Celui-ci cache, en effet, un vrai mal-être et peut être révélateur d'une mauvaise gestion des émotions. Il est, par conséquent, recommandé d'identifier les éléments déclencheurs pour en comprendre la raison. Si cela se répète trop souvent, un travail approfondi avec un psychologue via une thérapie cognitive et comportementale peut alors être nécessaire.

Surmonter son anxiété

En acceptant ses angoisses et en gérant son anxiété sociale, le rire nerveux diminue. Pour cela, il convient de noter tous ses succès, d'identifier les pensées négatives et de s'encourager en utilisant la pensée positive.

Se concentrer et se relaxer

En faisant le vide en fermant les yeux pour retrouver calme et sérénité. Pour éliminer les tensions, faire des exercices de respiration et de méditation de pleine conscience pour prendre conscience de son environnement et de ses émotions est bénéfique. Deux ou trois inspirations profondes peuvent suffire à évacuer la majeure partie des tensions et du stress.

Trouver une distraction

Lorsque l'on est tenté de rire dans un moment inapproprié, on peut essayer d'occuper son cerveau en dressant des listes ou encore en comptant jusqu'à 100.



Selection du vendredi

TF1

20h10

Les 12 coups : le combat des maîtres

Présenté par : Camille Combal

Ils ont écrit les plus belles pages de l'histoire des «12 coups de midi», battu des records et fait rayonner le plus grand jeu quotidien de France. Cette année, ils sont de retour avec un nouveau défi : unir leurs forces à celles de 12 chouchous des «12 coups», pour une compétition placée sous le signe de la complicité et du partage. Six champions emblématiques reprennent ainsi place derrière les pupitres : Émilien, Xavier, Céline, Paul, Timothée et Cyprien. Cette fois, les Maîtres de midi ne joueront pas pour eux... mais pour les chouchous des «12 coups». Éliminées trop tôt mais inoubliables, ces 12 personnalités attachantes se voient offrir une seconde chance.



5

20h05

Les routes de l'impossible

Réalisateur : Guillaume Lhotellier

Au Vanuatu, petit paradis du Pacifique, les habitants vivent sous la menace constante des cyclones, des volcans et de la montée des eaux. Sur l'île de Malekula, Bosko brave des pistes difficiles pour relier des villages isolés au volant de son taxi-brousse. À Pentecôte, Atanas se prépare à réaliser le Nangol, un saut spectaculaire dans le vide, considéré comme l'ancêtre du saut à l'élastique. Ici, certaines transactions se font encore avec des nattes tressées ou des défenses de cochons, une monnaie coutumière unique au monde. Entre traditions ancestrales, entraide et catastrophes naturelles, les Ni-Vanuatu refusent d'abandonner leurs terres.



Jeff Panacloc : à la poursuite de Jean-Marc

6 20h00

Avec Jeff Panacloc, Roby Schinasi, Claude Perron, Nicolas Marié, Vincent Deniard, Théodore Le Blanc, Patrick Ligardes, Tiphaine Daviot, Sarah Fitri, Monique Maclair, Nicolas Berno, Tony Harrisson, Vincent Martin, Vincent Chaumont, Bérangère Mc Neesex

Jeff se rend chez sa grand-mère pour la convaincre d'assister à son mariage. En effet, dans quelques jour, ce trentenaire calme et discret, va convoler avec une jeune femme de bonne famille. Sur le chemin, il fait une rencontre inattendue : Jean-Marc, un singe en peluche doué de parole, tout juste échappé d'une base militaire secrète. Mais lorsque Jean-Marc avale la bague de mariage de Jeff, ce dernier se retrouve contraint de l'aider à fuir ceux qui le poursuivent. Commence alors une aventure mouvementée au cours de laquelle Jeff va découvrir que son étrange compagnon cache bien des secrets.



france 2

20h10

Capitaine Marleau



Avec Corinne Masiero, Mélanie Doutey, Laurent Capelluto, Brigitte Sy, Catherine Rouvel, Iris Bry, Philippe Duquesne, Michel Ferracci, Cédric Appietto, Thomas Bronzini de Caraffa, Guy Cimino

Marleau enquête sur le meurtre d'une patineuse artistique. La victime, Lucie Engelberg, serait morte à la suite de coups violents. Pourtant, quelques heures plus tôt, la jeune femme s'entraînait encore aux côtés d'une autre vedette de spectacle sur glace, Salomé Revel. Cette dernière, qui figure parmi les suspects, appréhendait avec angoisse la fin de sa carrière et s'était blessée lors de la répétition. Même si la patineuse fait figure de suspect idéal, Marleau découvre que cette affaire se révèle en réalité bien plus complexe.

france 3

20h10

Brigitte Bardot - Le combat en héritage

Présenté par : Stéphane Bern

À l'occasion des 40 ans de la Fondation Brigitte Bardot, créée en 1986, et après la disparition de l'icône, cette émission retrace le destin hors du commun de celle que le monde entier connaissait sous les initiales «BB». Révélée dès les années 1950, Brigitte Bardot bouleverse les codes du cinéma et de la féminité. De «Et Dieu... créa la femme» au «Mépris», elle devient l'un des plus grands symboles de la culture française. Icône de liberté, muse des plus grands cinéastes et photographes, elle incarne une époque avant de faire un choix radical : quitter le cinéma en 1973, au sommet de sa notoriété.



W9

20h025

Enquête d'action



Présenté par : Marie-Ange Casalta

Vannes, chef-lieu du département du Morbihan. Dans cette ville très touristique de 55000 habitants, des reporters ont suivi les hommes du Peloton de surveillance et d'intervention (PSIG) pendant plusieurs semaines. Parmi eux, Christophe. L'une de ses missions est d'intercepter les voleurs de carburant en provenance de l'étranger. Vous découvrirez que ces gangs spécialisés ont des techniques bien rodées. Autre phénomène qui mobilise les hommes du PSIG : la consommation d'alcool et de stupéfiants par les automobilistes. Ces dernières années, le nombre d'accidents de la route liés à la drogue et à l'alcool ne cesse d'augmenter (18 accidents mortels sur 40, en 2023)

PÉTROLE RUSSE

Les achats chinois bondissent de 92%

Au premier semestre, la Chine a presque doublé ses achats de pétrole russe, avec une hausse de 92%. Son poids dans les exportations russes augmente rapidement, tandis que la part de l'Inde recule. Mais cette progression s'accompagne d'une décote de l'Ourals proche de 25 dollars par baril, qui pourrait encore se creuser en août.

La Chine a fortement accéléré ses achats de pétrole russe au premier semestre. En un an, ses importations ont bondi de 92 % pour atteindre 7,04 millions de tonnes, selon les données d'Argus, une agence internationale indépendante spécialisée dans l'évaluation des prix des matières premières, rapportées le 14 août par Kommersant. Il s'agit de la plus forte progression parmi les principaux acheteurs de brut russe. Cette avancée chinoise modifie progressivement la répartition des exportations russes en Asie. L'Inde reste le premier acheteur, mais son poids diminue, tandis que Pékin absorbe une part croissante des volumes disponibles. Une partie des marchandises qui devaient initialement partir vers l'Inde a d'ailleurs été redirigée vers la Chine au premier trimestre. Les raffineries chinoises profitent notamment des difficultés d'approvisionnement au Moyen-Orient pour acheter davantage de brut russe. En Inde, la demande reste importante, mais les raffineurs se montrent désormais plus exigeants sur les prix. La tendance pourrait se prolonger. Selon les experts cités par Argus, la Chine devrait continuer à augmenter sa part dans les achats de pétrole russe.

L'Inde, de son côté, reste un acheteur important, même si sa place relative diminue face à la progression rapide des importations chinoises. Dans le même temps, la Russie vend son pétrole dans des conditions moins favorables. La décote de l'Oural par rapport au Brent daté atteint désormais environ 25 dollars par baril. Elle s'explique notamment par la hausse des coûts de transport et par une demande indienne moins soutenue. Cette décote pourrait, selon Kommersant, encore augmenter en août. La baisse des cours mondiaux et le retour de volumes supplémentaires en provenance du golfe Persique renforcent la concurrence sur le marché.

LE GAZ RUSSE CONSERVE UNE PLACE IMPORTANTE DANS L'UE

Du côté de l'UE, la Russie reste néanmoins le deuxième fournisseur de GNL derrière les États-Unis. Selon l'organisation environnementale allemande Urgewald, les pays de l'UE ont importé au premier semestre 2026, 16 % de GNL russe de plus qu'un an auparavant, pour une valeur de 5,96 milliards d'euros. Les principaux importateurs ont été la France, la Belgique et l'Espagne. En parallèle, les pays de l'UE et du G7 examinent le remplacement du plafonnement du prix du pétrole russe par une interdiction totale du transport maritime de ce pétrole. En juillet, Reuters indiquait que, malgré ces mesures, l'Europe commençait la saison automne-hiver avec des réserves de gaz les plus faibles depuis 2021. Les stocks souterrains étaient remplis à environ 55 %, tandis que les importations de GNL ont reculé en juillet à près de 6,3 millions de tonnes, soit leur niveau le plus bas depuis septembre 2024, d'après Kpler. L'une des principales raisons avancées est la forte augmentation des achats de GNL par les pays asiatiques.

LE GNL RUSSE A COUVERT L'ENSEMBLE DES IMPORTATIONS BELGES EN JUILLET

Le recul des livraisons en provenance du Qatar et d'autres producteurs du Golfe a profondément modifié les flux de gaz vers l'Europe. Dans ce contexte, la Belgique a assuré en juillet l'ensemble de ses importations de GNL uniquement grâce aux cargaisons russes, selon des données citées par Bloomberg. La Belgique a fait du gaz naturel liquéfié russe (GNL) son principal approvisionnement énergétique durant le mois de juillet, rapporte Bloomberg le 3 août. Cette situation est liée à la réduction des livraisons vers l'Europe provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Il s'agit uniquement du GNL transporté par méthaniers. Au cours du mois de juillet, la Belgique a importé près de 400 000 tonnes de GNL russe. Le volume total des importations de GNL du pays a reculé de plus de 40 % par rapport à l'année précédente. En parallèle, le pays continue de recevoir du gaz naturel par gazoduc depuis la Norvège et le Royaume-Uni. Selon Bloomberg, les entreprises européennes ont largement renoncé, cet été, à acheter des cargaisons supplémen-



taires de GNL pour remplir les stocks souterrains avant l'hiver à cause de la flambée des prix. L'agence de presse américaine estime que cette situation pourrait entraîner une crise énergétique différée. Dans le même temps, le conflit au Moyen-Orient et les difficultés de navigation dans le détroit d'Ormuz ont fortement réduit les livraisons en provenance du Qatar et d'autres producteurs du Golfe, poussant les acheteurs à se tourner davantage vers le gaz russe. L'année dernière encore, la Belgique recevait du GNL de plusieurs fournisseurs. Environ 16 % de ses importations provenaient notamment du Qatar. Après la dégradation de la situation au Moyen-Orient, ces approvisionnements se sont révélés particulièrement vulnérables. Cette évolution complique la mise en œuvre de la politique énergétique de l'Union européenne. Depuis avril 2026, les entreprises européennes ne peuvent plus conclure de contrats à court terme portant sur la livraison de GNL russe. L'importation de ce combustible sera entièrement interdite à compter du 1er janvier 2027, avant celle du gaz acheminé par gazoduc, prévue pour le 30 septembre de la même année. Moscou considère ces sanctions comme illégales.

R. I.

Post
scriptum

Par : B. Khemis

L'option militaire semble être devenue le réflexe premier de la politique étrangère américaine. Washington privilégie l'usage de la force et les mesures de pression au détriment de la diplomatie et des solutions négociées. Cette tendance, accentuée ces dernières années, nourrit l'instabilité mondiale, accélère la course aux armements et érode la confiance dans les institutions multilatérales censées garantir la paix. La méthode américaine repose sur une combinaison de trois leviers : l'intervention directe ou les menaces d'intervention, le soutien inconditionnel à Israël dans sa guerre génocidaire contre Gaza, et le recours massif aux sanctions économiques et juridiques contre les États, mais aussi contre les organisations internationales qui ne s'alignent pas sur ses positions. Au lieu d'ouvrir des canaux de médiation, les États-Unis brandissent la dissuasion militaire et punissent toute voix discordante.

Le cas de la Palestine est emblématique. Le soutien sans faille de Washington à Israël, y compris sur le plan militaire et diplomatique, a contribué à bloquer toute perspective de règlement politique. Alors que la situation à Gaza a viré à une catastrophe humanitaire, le Conseil de sécurité des Nations unies est resté paralysé par les vetos américains. Cette incapacité à faire cesser les hostilités a renforcé le sentiment, dans de nombreux pays du Sud, que le droit international s'applique à deux vitesses. L'impression dominante est que la force l'emporte sur le droit des

Sanctions, guerres et veto : la doctrine américaine à l'épreuve du droit international

lors que les intérêts d'un allié stratégique sont en jeu. La même logique s'est appliquée à l'Iran. Malgré les appels à la désescalade et les tentatives de relance du dialogue, les États-Unis ont mené des opérations militaires et multiplié les sanctions. Chaque cycle de pression a été suivi d'une riposte, entraînant la région un peu plus vers le bord du gouffre. Plutôt que de privilégier les négociations régionales et les garanties de sécurité collectives, Washington a choisi la confrontation, au risque d'embraser l'ensemble du Moyen-Orient.

Cette approche s'étend désormais aux institutions internationales elles-mêmes. Lorsque la Cour pénale internationale a voulu enquêter sur des crimes présumés commis dans des zones de conflit, l'administration américaine a réagi par des sanctions. En février 2025, le président Donald Trump a imposé des mesures contre la CPI. Plus récemment, ces sanctions ont visé directement la présidente de la Cour, la Japonaise Tomoko Akane, ainsi qu'Abdoulaye Seye du Sénégal, haut responsable juridique au sein du bureau du procureur. Au total, neuf juges sur dix-huit, les deux procureurs adjoints, l'ancien procureur et un membre du personnel font aujourd'hui l'objet de mesures américaines.

La CPI a qualifié ces décisions d'«attaques flagrantes» contre l'indépendance de la justice. Le Royaume-Uni a

réagi en réaffirmant mercredi son soutien à l'indépendance de la Cour. Dans une déclaration à l'agence turque «Anadolu», le ministère britannique des Affaires étrangères a rappelé son attachement à ce que les responsables des crimes internationaux les plus graves rendent des comptes, et a souligné que la Cour doit pouvoir mener ses activités conformément au Statut de Rome. Le président du Conseil européen, Antonio Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont eux aussi exprimé leur solidarité avec la CPI et ses responsables. Sur le réseau social X, ils ont insisté sur le fait que la Cour contribue à rendre justice aux victimes des crimes les plus graves et que ses juges doivent pouvoir agir sans pression extérieure.

Ce bras de fer révèle un problème plus profond : la remise en cause du multilatéralisme par la première puissance mondiale. En sanctionnant une juridiction internationale, les États-Unis envoient le message que seules comptent les lois qu'ils reconnaissent. Les pays les plus faibles en tirent la conclusion que les institutions comme le Conseil de sécurité ou la CPI ne sont pas des garde-fous impartiaux, mais des instruments soumis aux rapports de force. D'où un désengagement croissant et une tentation de chercher des alternatives en dehors du système onusien. Les conséquences sont concrètes. D'abord, la prolifération des

conflits. En l'absence de médiations crédibles, les crises s'enlisent et s'internationalisent. Ensuite, la course aux armements. Face à la menace d'intervention et à l'absence de garanties, de nombreux États accélèrent leurs programmes militaires pour dissuader toute agression. Enfin, la perte de légitimité du droit international. Quand une grande puissance choisit qui doit être poursuivi et qui doit être protégé, l'idée même de justice universelle s'effrite.

Pourtant, les alternatives existent. L'histoire montre que même les crises les plus tendues peuvent être désamorcées par la négociation, les garanties mutuelles et le respect des résolutions internationales. Privilégier les voies de paix ne signifie pas faire preuve de faiblesse. Cela suppose au contraire d'accepter le compromis, de financer la médiation, de renforcer les mécanismes de prévention et de laisser les tribunaux internationaux faire leur travail sans ingérence.

L'usage excessif de la force et des sanctions a atteint ses limites. Il a produit plus d'insécurité que de stabilité. En sanctionnant la CPI, en bloquant le Conseil de sécurité, en soutenant sans condition des belligérants, Washington contribue à un monde où la loi du plus fort remplace la loi tout court. Or, dans un monde interdépendant, aucune puissance, même la plus grande, ne peut garantir seule sa sécurité.

B. KH.